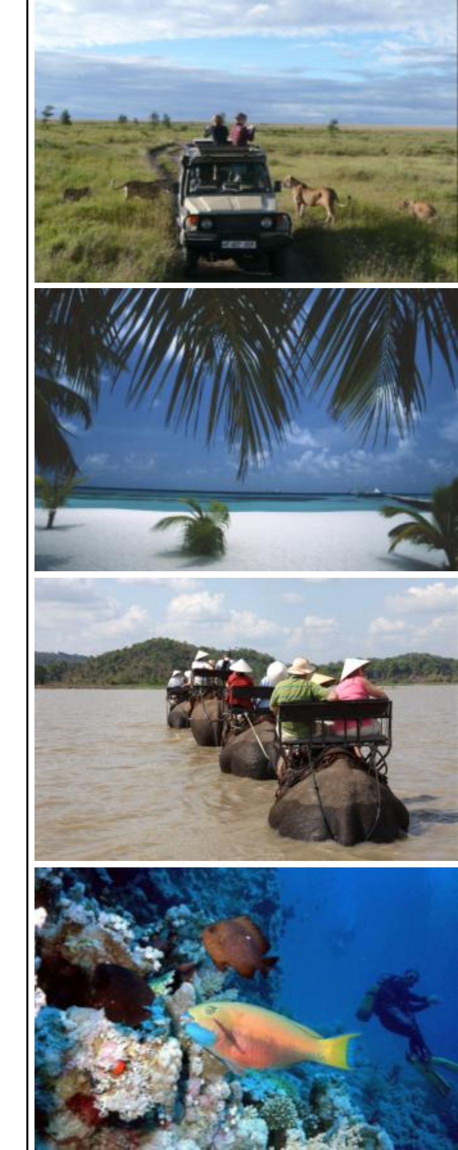
UN GUIDE DES BONNES PRATIQUES

LE TOURISME

POUR LA NATURE & LE DÉVELOPPEMENT







La Convention sur la diversité biologique est un accord international qui traite des questions de biodiversité. Etablie en 1992, elle compte 192 Parties aujourd'hui et poursuit trois objectifs majeurs:

1. Conserver de la diversité biologique,
2. Utiliser la diversité biologique de façon durable, et
3. Partager les avantages de la diversité biologique de façon juste et équitable.

Le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique a été mis en place pour soutenir les objectifs de la Convention. Ses principales fonctions consistent à préparer et organiser les réunions de la Conférence des Parties (COP) et des autres organes de la Convention, à soutenir les Parties, en fonction de leurs besoins, et à coordonner avec les autres organismes internationaux concernés. Le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique a mis en place l'unité de la diversité biologique pour le développement en 2008 avec le soutien des gouvernements français et allemand. Cette unité a pour objectif de promouvoir l'intégration de la conservation de la diversité biologique et des objectifs de réduction de la pauvreté à la planification de la conservation (plans d'action et stratégies nationales sur la diversité biologique) et du développement (documents stratégiques de réduction de la pauvreté ou stratégies de développement durable).

Remerciements: Ce guide a été développé avec le financement du Ministère français des affaires étrangères et européennes. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) ont fourni le soutien institutionnel. Concept de la série et gestion par Eric Belvaux (Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique), concept de la publication par Oliver Hillel (Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique), coordination du projet, texte et présentation par Christopher Hogan (Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique). Le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique souhaite remercier les personnes suivantes pour leur contribution à cette publication: Luigi Cabrini (OMT), Helena Rey (PNUE), Alberto Vega Exposito (Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique), John Hull (Auckland University of Technology), Anna Spenceley (SNV), Chucri Sayegh (Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique), Richard Denman (The Tourism Company), Burghard Rauschelbach (GTZ), Heike Dickhut (Eberswalde University, Germany), Birgit Steck (SNV), Sylvie Nuria Noguer (Samson Bélair / Deloitte & Touche), et Paula Arantes (Consultante sur l'écotourisme, Brésil)

Citation: Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, Organisation mondiale du tourisme et Programme des Nations Unies pour l'environnement. 2009. Le tourisme pour la nature et le développement: un guide des bonnes pratiques. Montréal, 48 + iii pages.
Crédits photographiques (page de garde, de haut en bas): Flickr.com/unwiredben, stockphoto.com, Flickr.com/Martha de Jong-Lantink, Flickr.com/Travelling Pooh.
ISBN: 92-9225-183-X

CONTENU

Avant-propos de la série



La conservation et l'utilisation durables de la diversité biologique, de même que l'éradication de l'extrême pauvreté, sont deux enjeux contemporains majeurs. La communauté internationale a reconnu que ces deux défis sont étroitement liés et requièrent une réponse coordonnée. La protection de la diversité biologique joue un rôle essentiel dans la lutte contre la pauvreté et contribue au développement durable. 70% de la population pauvre mondiale vit dans des zones rurales et dépend de la diversité biologique pour sa survie et son bien-être. L'impact de la dégradation environnementale est plus sévère pour ces populations pauvres, dont les options de survie sont limitées.

Les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ont été définis par les Nations Unies en 2000 pour combattre la pauvreté, la faim, les maladies, l'illettrisme, l'inégalité des genres et la dégradation environnementale. Ils intègrent l'objectif de 2010, déterminé en 2002 par la Convention sur la diversité biologique, qui consiste à réduire de façon significative les pertes en diversité biologique d'ici à 2010. La diversité biologique est au cœur de l'accomplissement de tous les objectifs des OMD et de la réalisation de cet engagement international d'ici à 2015.

Etablir des liens entre diversité biologique, réduction de la pauvreté et développement est une tâche cruciale. Cela implique de renforcer les droits des populations pauvres sur leurs ressources et de développer des mesures d'incitations financières par lesquelles ces populations pauvres établies dans des zones riches en diversité biologique seraient rémunérées par ceux qui bénéficient de ces services. Cela demande également de renforcer les partenariats entre la diversité biologique et les secteurs du développement.

Cette série de guides vise à compiler les bonnes pratiques qui soutiennent la conservation de la diversité biologique et la réduction de la pauvreté dans différents secteurs du développement. Nous espérons que ces guides offriront des options pratiques aux gouvernements, aux agences de développement, aux entreprises et aux organisations non gouvernementales qui oeuvrent pour faire en sorte que les activités de conservation de la diversité biologique et de lutte contre la pauvreté marchent la main dans la main.

Ahmed Djoghlaf, *Secrétaire exécutif*
Convention sur la diversité biologique

Le mot d'introduction de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT)

En dépit de la crise économique qui sévit actuellement, et qui n'épargne pas le secteur du tourisme, l'OMT anticipe 1,6 milliards de touristes internationaux d'ici à 2020. La croissance extraordinaire du secteur demande la vigilance de toutes les parties prenantes pour en surveiller la durabilité. L'OMT a déjà engagé plusieurs initiatives pour le développement d'un contexte profitable à la fois au tourisme et à la diversité biologique, et l'année 2010, qui célèbrera l'année internationale de la diversité biologique, offrira une nouvelle opportunité de concevoir de nouvelles idées et des actions conjointes. L'idée que le tourisme peut réellement œuvrer en faveur du développement durable et de la réduction de la pauvreté gagne du terrain. Elle est soutenue par le développement de politiques et d'instruments, et par la mise en œuvre du programme STEP (le tourisme durable, instrument d'élimination de la pauvreté) par l'OMT. Cette publication montre comment le tourisme peut contribuer à deux des Objectifs du Millénaire pour le développement: la durabilité environnementale et l'éradication de la pauvreté. Il propose de bons exemples sur la façon dont le tourisme peut répondre aux questions environnementales, économiques et sociales, et grâce à sa liste détaillée de références, c'est un outil utile pour tous les planificateurs du tourisme.

Luigi Cabrini, *Directeur*
Développement durable et tourisme

Le mot d'introduction du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)

Il n'est pas nécessaire d'exagérer l'importance de la diversité biologique pour la société humaine. On estime que 40% de l'économie mondiale repose sur des produits et processus biologiques. Le tourisme dépend de la diversité biologique et les récentes tendances et prévisions montrent une expansion touristique vers de nouvelles destinations. Bien que cette tendance s'accompagne de nouvelles opportunités de développement économique et de réduction de la pauvreté, elle produit également un impact touristique dans des zones jusque-là épargnées par son développement. Ce guide répond à ces questions de façon conviviale. Il est complété par une série d'outils et de matériels de soutien, d'exercices et d'études de cas pour l'aspect pratique, et il identifie les meilleures pratiques qui peuvent inspirer les gouvernements, les agences de développement, les entreprises et les organisations non gouvernementales pour faire en sorte que la conservation de la diversité biologique et la réduction de la pauvreté marchent main dans la main. Nous espérons que vous utiliserez ces outils et que vous ferez du développement du tourisme durable une réalité en mettant en œuvre des pratiques durables concrètes dans vos activités.

Arab Hoballah, *Chef*
Unité consommation et production durables / PNUE-DTIE



Objet et portée du guide


Flickr.com/unwiredben

Les effets du tourisme sont souvent comparés à ceux du feu: il peut cuire votre nourriture et chauffer votre maison, mais il peut également la brûler. Le tourisme fournit des emplois et des revenus (certains estiment qu'il représente jusqu'à 10% du marché de l'emploi), il peut apporter des financements aux zones protégées et sensibiliser les visiteurs et leurs hôtes, et il a en général moins d'impact sur l'environnement que les secteurs de l'industrie. Mais il consomme des ressources naturelles et dégrade les écosystèmes, peut contribuer à augmenter le coût de la vie des populations locales, dégrader la culture locale vendue comme un produit de base et ses revenus peuvent n'avoir que très peu de retombées locales.

Les effets définitifs du tourisme sur une communauté et sur une destination dépendent, entre autres, de la sensibilité de l'environnement, du cadre politique et légal, des technologies employées et de la capacité des parties prenantes à gérer les impacts et à engager le développement sur la voie de la durabilité (voir les exemples pages 3 et 4). La conservation et l'utilisation durables de la diversité biologique peuvent et doivent être intégrées aux politiques et stratégies de développement du tourisme qui apportent des bénéfices économiques et sociaux aux communautés hôtes.

Ce guide sur les bonnes pratiques vise à fournir des outils aux parties prenantes pour faire du secteur touristique un secteur plus respectueux de la diversité biologique et plus juste socialement. Il répond aux questions du lien entre développement touristique, conservation de la diversité biologique, et développement / réduction de la pauvreté. Il vise à sensibiliser sur des outils qui ont été testés dans le monde entier et qui ont démontré leurs avantages en faveur de la diversité biologique et du développement. Il n'écarte aucun segment du secteur, puisque le tourisme doit être durable dans son ensemble. En raison de la nature intergouvernementale du Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, les agents gouvernementaux, les décideurs au niveau des ministères et des agences concernées par le tourisme (aux niveaux global, régional, national et local) constituent l'audience principale visée par le guide. Le matériel présenté peut également être utile aux planificateurs des ONG, de même qu'aux agences bilatérales et multilatérales de développement et de coopération. Le lecteur peut faire usage des outils en consultant la section complémentaires sur les ressources (voir page 39).

Ce guide:

- Dressera les grandes lignes de la situation et des tendances du tourisme mondial et de ses effets sur la diversité biologique et sur le développement,
- Informera les décideurs publiques de l'existence d'outils contenant des exemples de techniques, de technologies et de procédures pour optimiser les contributions environnementales et sociales du tourisme, et minimiser ses impacts négatifs,
- Introduira les bonnes pratiques dans la relation entre le tourisme, le développement et la diversité biologique,
- Assistera les Parties de la Convention sur la diversité biologique dans la mise en place de politiques de développement du tourisme, de stratégies, de plans et de projets qui intègrent la réduction de la pauvreté et la diversité biologique,
- Fournira des suggestions pour organiser des formations et des ateliers sur le tourisme,
- Fournira une liste des bonnes pratiques pour évaluer dans quelle mesure les recommandations du guide ont été adoptées pour une destination spécifique, une région ou un pays,
- Fournira des sources et des références pour offrir de plus amples informations aux lecteurs.

Les éléments du guide:

1. Brochure: *Le tourisme pour la nature et le développement: un guide des bonnes pratiques*

2. CD-ROM (contenu dans la pochette de la brochure). Le CD-ROM propose une version PDF de la brochure, les références des matériels, et un résumé de la présentation PowerPoint intégrée comme outil pour les planificateurs touristiques à partager dans les sessions de formation, les ateliers, les réunions de planification stratégique, etc. Les utilisateurs peuvent préparer leur propre présentation en sélectionnant ou en réalisant leurs propres diapositives.

Note: Les liens entre la brochure et la présentation PowerPoint sont mentionnés tout au long de la brochure.



INTRODUCTION

>> LINK: Slide X

Tourism, biodiversity and poverty reduction

Biodiversity can be described as the diversity of life on Earth. Simply put, biodiversity is the variety of all living things, the places they inhabit, and the interaction between the two. Biodiversity is directly responsible for around 40% of the world's economy, particularly in sectors such as agriculture and forestry, and for ecosystem services such as clean water and soil fertility. 70% of the world's poor live in rural areas and depend directly on biodiversity for their survival and well-being.

Biodiversity is a key tourism asset for developing countries

The interrelations between of tourism, biodiversity conservation and poverty reduction can be illustrated on three sides of a triangle (see Figure 1). Many tourism attractions in developing countries are closely linked to biodiversity, such as protected areas, beaches and islands, and traditional ways of life. In fact, biodiversity may well be one of the competitive advantages some developing countries have in regards to tourism. Moreover, developing countries control the largest proportion of global biodiversity, and many of the megadiverse developing countries are also mainstream tourism destinations with over 5 million international arrivals per year (e.g. South Africa, Peru, Mexico, and Brazil). Tourism is one of the most dynamic economic sectors in many developing countries, and these countries are receiving an increasing share of the international tourism market — currently 40% of international arrivals, up from 34% in 2000 (see Table 1).

International tourist arrivals reached 924 million in 2008, up 2% on 2007 (UNWTO 2009), while international tourism receipts for 2007 registered US $856 billion (data for 2008 not yet available). The contribution of the travel and tourism economy to total global employment was estimated at 238,277,000 jobs in 2008, or 1 in 12 jobs worldwide (WTTC n.d.).

3



EXEMPLE / Sur la piste du tourisme du dollar (Tanzanie)

La Tanzanie est un exemple de réussite qui a vu le taux de croissance du nombre de touristes multiplié par dix entre 1990 et 2007, le nombre annuel de visiteurs passant d'environ cent mille à un million. Au cours de la même période, les recettes des devises touristiques sont passées de 150.000 dollars US à 725.000 dollars US par an.

L'organisation de développement des Pays-Bas SNV et le *British Overseas Development Institute* (ODI) ont récemment réalisé une analyse des différents éléments favorables aux populations démunies de deux attractions majeures en Tanzanie: l'escalade du Mont Kilimandjaro et l'observation des animaux / les safaris dans la zone Serengeti-Ngorongoro - Lac Manyara-Tarangire. L'étude a été conduite pour suivre les dépenses des touristes et proposer des moyens d'optimiser les impacts du tourisme sur les populations pauvres.



Flickr.com/Elevated

Porteurs au Mont Kilimandjaro, Tanzanie

La montée du Kilimandjaro et l'organisation d'un safari dans le nord de la Tanzanie apportent des bénéfices notables aux populations pauvres. Avec environ 35.000 randonneurs annuels, le total des dépenses pour le Kilimandjaro atteint quasiment 50 millions de dollars US par an, dont 28% sont considérés comme destinés aux populations pauvres (13 millions de dollars US). Assurer que le personnel de randonneurs reçoit une part raisonnable de la valeur créée est essentiel pour renforcer l'impact du tourisme de l'escalade de montagne en faveur des populations pauvres. Le safari de la zone nord attire environ 300.000 touristes dont les dépenses dans le pays atteignent 550 millions de dollars US par an. Environ 19% de ces dépenses sont en faveur des populations pauvres, ce qui représente environ 100 millions de dollars US par an. Dans ce secteur touristique, les meilleurs moyens pour augmenter les flux de bénéfices vers les populations pauvres consistent à assurer que les fonds alloués par la gestion des zones protégées pour le développement des communautés profitent aux communautés locales. Il y a de nombreuses possibilités d'intégrer les petits producteurs pauvres locaux dans la chaîne d'approvisionnement des hôtels. Les secteurs de l'artisanat et du logement pourraient également fournir des ressources en faveur des populations pauvres plus importantes qu'à l'heure actuelle. *(Source: Steck, B (SNV) et ODI 2009)*

EXEMPLE / Défis de développement touristique (Indonésie)


Flickr.com/M.Winterburn

Bukit Lawang, au nord de Sumatra (Indonésie), est un village écotouristique actif qui accueille un centre de réhabilitation pour les orangs-outans. Le centre a été créé en 1973 avec le soutien de WWF et du Service de conservation de la nature indonésien, dans le but d'inverser la tendance déclinante de la population des orangs-outans, décimés et faisant l'objet de trafic, et de les réintégrer dans l'écosystème de la forêt. Le centre de réhabilitation est devenu une attraction touristique majeure dont le nombre de visiteurs est passé de 4.000 en 1976 à plus de 18.000 en 1992. En 1997, la popularité du site attirait 8.000 visiteurs les week-ends.

La forêt très dense entre le centre de réhabilitation et Bukit Lawang a joué le rôle de zone tampon. Cependant, l'augmentation rapide du nombre de visiteurs et de touristes a conduit à mettre en place de nombreuses activités de développement réduisant la taille du tampon forestier. La zone est devenue bruyante, les détritus ont augmenté de même que le risque d'épidémies. Les primates réintroduits dans leur milieu sont, quant à eux, devenus dépendants de la nourriture distribuée par les visiteurs et ont cessé de s'alimenter par eux-mêmes. En conséquence, le Ministère des forêts a décrété la fermeture du centre des orangs-outans en tant que centre de réhabilitation.

La rapide expansion de l'écotourisme a conduit à une surexploitation des pistes et à la réduction de la zone habitable des espèces animales et a donc provoqué des dommages à la diversité biologique. L'utilisation des orangs-outans comme produit de vente aux touristes et aux marchés locaux a menacé la réhabilitation de l'espèce dans son écosystème. L'expansion rapide du tourisme dans les années 80 et 90 a également conduit au développement d'hôtels, de restaurants et d'autres entreprises touristiques. L'utilisation de matériaux de construction locaux en provenance du lit des rivières et des forêts a diminué la qualité et la valeur de l'écosystème en tant que site touristique.

L'exemple de Bukit Lawang illustre comment le développement touristique peut aller plus vite que la capacité locale à mettre en place un écotourisme durable. Il semble de plus en plus clair que le moyen de revitaliser Bukit Lawang, comme centre écotouristique durable, passera par le zonage de l'utilisation des terres par catégorie fonctionnelle, le suivi, la coordination et l'organisation institutionnelles, et la définition des responsabilités locales en matière de développement et de conservation.

Source: SCDB 2008)

>> LIEN: Diapositive 3

Tourisme, diversité biologique et réduction de la pauvreté

La diversité biologique peut être décrite comme la diversité de la vie sur terre. Autrement dit, la diversité biologique concerne toutes les espèces vivantes, leur habitat, et l'interaction entre les deux. La diversité biologique est directement responsable d'environ 40% de l'économie mondiale, en particulier dans les secteurs de l'agriculture, des forêts, et des services des écosystèmes comme l'eau potable et la fertilité du sol. 70% de la population pauvre vit dans des zones rurales et dépend directement de la diversité biologique pour sa survie et son bien-être.

La diversité biologique est un atout essentiel du tourisme dans les pays en développement

Les relations ente le tourisme, la conservation de la diversité biologique et la réduction de la pauvreté peuvent être représentées par les trois côtés d'un triangle (voir la figure 1). De nombreuses attractions touristiques dans les pays en développement sont étroitement liées à la diversité biologique. C'est le cas des zones protégées, des plages et des îles, et des modes de vie traditionnels. En fait, la diversité biologique pourrait bien être un avantage comparatif de certains pays en développement au regard du tourisme. De plus, les pays en développement contrôlent la plus grande part de la diversité biologique globale, et de nombreux pays en développement hyperdivers sont également des destinations touristiques majeures avec plus de 5 millions d'arrivées internationales par an (c'est le cas de l'Afrique du Sud, du Pérou, du Mexique et du Brésil). Le tourisme est l'un des secteurs économiques les plus dynamiques de ces pays, et ils reçoivent une part de plus en plus importante du marché du tourisme, actuellement 40% des arrivées internationales, contre 34% en 2000 (voir tableau 1).

Tableau 1: ***Revenus du tourisme international (en milliards de dollars US)*** (Source: OMT 2008)

	1990	2000	2006	Taux de croissance
Monde	264	474	733	177%
Pays à revenus élevés	221	352	511	131%
Pays en développement	43	122	222	416%

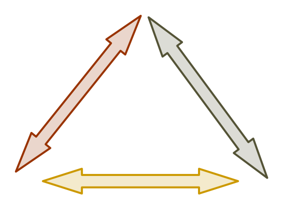
Les arrivées internationales de touristes ont atteint 924 millions en 2008, soit 2% de mieux qu'en 2007 (OMT 2009), tandis que les recettes du tourisme international atteignaient 856 milliards de dollars US en 2007 (les données de 2008 ne sont pas encore disponibles). La contribution de l'économie du voyage et du tourisme à l'emploi dans le monde a été estimée à 238.777.000 emplois en 2008, soit un emploi sur douze (WTTC s. d.)

La diversité biologique est un atout vital pour l'industrie du tourisme.

Les touristes endommagent les paysages, dont les parcs nationaux, les zones côtières et les régions de montagne qui hébergent une riche diversité biologique.

Chaque touriste attend un environnement propre, et de nombreux visiteurs ne reviendront pas vers des destinations polluées ou dégradées.





CONSERVATION DE LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE

RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ

Graphique 1: ***Tourisme, pauvreté et conservation***

Les pays en développement reçoivent une part de plus en plus importante du marché international croissant du tourisme.

Les services touristiques dans les pays en développement offrent de nombreuses perspectives économiques et génèrent la création de richesses au niveau régional et au niveau local.

L'industrie du tourisme est particulièrement importante pour les femmes (les femmes représentent 46% de la force de travail) et les jeunes (IUCN s. d.).



Flickr.com/Eric@flickr

Les pays en développement détiennent la plus grande part de diversité biologique, et de nombreuses attractions touristiques dans ces pays sont étroitement liées à la diversité biologique (comme les zones protégées, les plages et les côtes, et la vie sauvage charismatique).

La conservation de la diversité biologique doit être intégrée aux politiques et aux stratégies de développement du tourisme lesquelles engrangent des bénéfices sociaux et économiques pour les communautés hôtes.



Flickr.com/Marth de Jong-Lantink

>> LINK: Slide 5

Les services des écosystèmes requis par le secteur touristique


Flickr.com/Travelling Pooh

Les écosystèmes nous fournissent de nombreux bénéfices ou « services des écosystèmes » (voir le tableau 2). Les forêts fournissent le bois pour la construction et la combustion, la régulation du climat, la purification de l'eau et abritent des ressources génétiques. Les rivières fournissent de l'eau douce, des loisirs, de l'électricité et sont des sources d'alimentation. Les zones côtières humides aident à lutter contre les inondations, à filtrer les déchets et servent de pépinières aux fermes piscicoles. Ces services des écosystèmes ne fournissent pas seulement les ressources de base nécessaires à la survie, mais ils participent également à d'autres aspects qui améliorent notre qualité de vie comme la santé, la sécurité, les relations sociales harmonieuses et la liberté de choix.

L'industrie du tourisme dépend de nombreux services des écosystèmes. Les activités touristiques des zones côtières s'appuient en général sur la variété des ressources marines comme les récifs coralliens, les baleines, les oiseaux et des eaux propres pour la plongée et la natation. Le tourisme d'observation de la vie sauvage (les safaris) requiert des écosystèmes en bonne santé pour héberger les espèces animales. Les parcs nationaux sont souvent situés dans des zones forestières et montagneuses et dépendent des services des écosystèmes qui fonctionnent pour offrir aux visiteurs des activités ludiques, éducatives et des expériences culturelles.

L'évaluation des écosystèmes pour le millénaire (EM) (EM 2005), une entreprise scientifique qui implique plus de 1300 experts de 95 pays, a étudié l'état de 24 services qui ont contribué directement au bien-être des êtres humains (voir tableau 2). L'EM a conclu que 15 des 24 services déclinent, dont l'approvisionnement en eau douce, la production du secteur de la pêche en mer, et le nombre et la qualité des lieux à forte valeur religieuse et spirituelle. L'EM a rapporté que la demande pour l'utilisation des sites naturels à des fins de loisirs est en augmentation et que ces sites sont de plus en plus gérés dans ce but. Les évaluations des sous-catégories de l'EM ont montré que les services culturels et de loisirs du tourisme se portent bien et sont en croissance, cependant certaines évaluations ont mis à jour des activités touristiques pouvant potentiellement réduire la capacité des écosystèmes à fournir ce service culturel. Certaines caractéristiques naturelles des sites (comme les récifs coralliens) ont été dégradées par leur utilisation en tant que ressource d'une activité de loisir (voir Dans la ligne de mire, page 8).

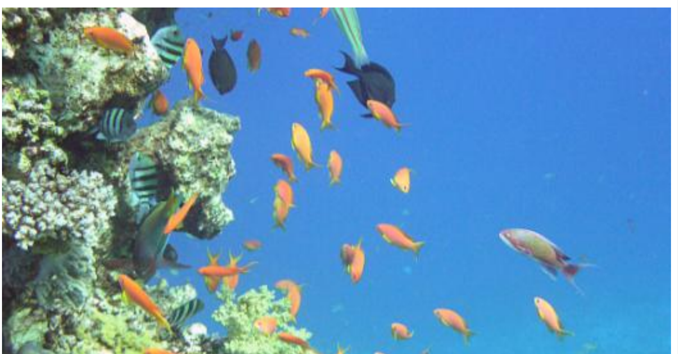
Tableau 2: ***Les biens et services des écosystèmes***

Services d'approvisionnement	Services culturels
▪ Alimentation, fibres et combustible ▪ Ressources génétiques ▪ Substances biochimiques ▪ Eau douce	▪ Valeurs spirituelles et religieuses ▪ Systèmes de connaissances ▪ Education / inspiration ▪ Loisirs et valeur esthétique
Services de régulation	**Services de soutien**
▪ Résistance à l'invasion ▪ Herbivorisme ▪ Pollinisation ▪ Dispersion des graines ▪ Régulation du climat ▪ Régulation des nuisibles ▪ Régulation des maladies ▪ Protection contre les catastrophes naturelles ▪ Régulation de l'érosion ▪ Purification de l'eau	▪ Production primaire ▪ Logement ▪ Cycle nutritif ▪ Formation et rétention des sols ▪ Production d'oxygène atmosphérique ▪ Cycle de l'eau

EM 2005

Dans la ligne de mire > Plongée de loisir et récifs coralliens

L'écotourisme et la plongée de loisir produisent une part importante de la valeur économique des récifs coralliens, estimée à 30 milliards de dollars US par an. Les études montrent que la valeur économique des écosystèmes coralliens comme destination touristique est fortement liée aux conditions environnementales locales. Quand les massifs sont dégradés, ce type d'écotourisme est menacé. La destruction des récifs coralliens à la Jamaïque et à la Barbade a conduit à un déclin important du nombre de visiteurs et des recettes et à des troubles sociaux (EM 2005). La valeur économique des récifs coralliens est estimée entre 100.000 dollars US et 600.000 dollars US par kilomètre carré par an. Et les coûts estimés pour les protéger, les coûts de gestion d'une zone marine protégée, s'élèvent à seulement 775 dollars US par kilomètre carré et par an (PNUE-WCMC 2006).



Flickr.com/Sam and Ian

>> LINK: Slide 7

Impacts environnementaux du tourisme: un instantané

Le tourisme peut produire une variété d'impacts négatifs sur la diversité biologique, en particulier quand il n'adopte pas de standards de gestion développés pour protéger le capital naturel.

Infrastructures: Le développement du tourisme nécessite en général des infrastructures qui peuvent sérieusement endommager l'habitat naturel. Le problème est aggravé par le fait que le tourisme intervient souvent dans des zones de grande diversité biologique comme les zones côtières et de montagnes et les zones protégées. Le tourisme de masse incontrôlé est l'une des principales causes de la dégradation des zones côtières (PNUE et CI 2003).

Utilisation et appauvrissement des ressources: Le tourisme consomme autant d'énergie que le Japon (PNUE 2005) et utilise trois fois plus d'eau que le volume d'eau douce du Lac Supérieur (entre le Canada et les Etats-Unis) par an (10 millions de mètres cubes). Le développement du tourisme pourrait conduire à une utilisation plus intense des ressources locales, dans des zones restreintes et ainsi menacer les systèmes de gestion de ces ressources locales (PNUE et CI 2003).

Pollution de l'eau: Les développements de nouvelles infrastructures conduisent souvent à une augmentation de la pollution des systèmes d'égouts. Cela peut avoir des impacts négatifs sérieux sur la diversité biologique des zones côtières et en particulier dans les zones de récifs coralliens (PNUE et CI 2003).

Activités touristiques: Les activités des touristes et des opérateurs peuvent avoir des impacts négatifs sur les environnements locaux. Les récifs coralliens peuvent être endommagés par des plongeurs peu scrupuleux, des bateaux ou des entrepreneurs qui vendent des morceaux de corail comme souvenirs (PNUE et CI 2003).

Déchets: Le tourisme produit 35 millions de tonnes de déchets solides par an, soit environ l'équivalent d'un pays comme la France (PNUE et CI 2003).

Changements climatiques: Les émissions de dioxyde de carbone du secteur du transport touristique, du logement et autres activités sont estimées entre 4% et 6% des émissions totales (OMT et autres, 2007). Ce pourcentage est à peu près équivalent aux émissions cumulées du Canada, du Brésil et de la Corée du Sud (WRI s.d.)

Cependant, le tourisme durable peut aussi avoir des retombés positives pour la diversité biologique tout en apportant des bénéfices sociaux et économiques aux communautés hôtes.

Augmentation des revenus des communautés locales: Le tourisme est une opportunité pour le développement du commerce et la création d'emplois de même que pour la stimulation de l'investissement et du soutien des services locaux, même dans les communautés reculées.

Education / sensibilisation: Le tourisme peut aider à promouvoir la conservation par la sensibilisation des visiteurs grâce à des programmes d'interprétation bien étudiés. Il peut améliorer l'image de la conservation de la diversité biologique aux niveaux national et local.



Flickr.com/Jonas in China

Réserve naturelle Dana, Jordanie

Gestion durable de la terre: Le tourisme peut être un allié pour une gestion plus durable de la terre dans le monde entier en fournissant des moyens de subsistance complémentaires ou alternatifs aux fermiers et aux communautés locales qui dépendent d'une bonne gestion des ressources naturelles.

Renforcement de l'appréciation culturelle: Le tourisme durable peut améliorer l'estime de soi et fournir des incitations pour maintenir les arts et l'artisanat traditionnels, les connaissances traditionnelles et les pratiques qui contribuent à l'utilisation durable de la diversité biologique. Cependant, les interactions entre tourisme et valeurs culturelles locales peuvent être complexes et le développement du tourisme peut conduire à la perte d'accès à la terre, aux ressources et aux lieux sacrés des communautés autochtones et locales.

Incitations économiques pour la protection de l'habitat: Le tourisme peut apporter une valeur économique tangible aux ressources naturelles et culturelles. Cela peut se traduire par un revenu direct en faveur de la conservation de ces ressources grâce aux dépenses des visiteurs et par une augmentation du soutien pour la conservation de la part des communautés locales. Le tourisme contribue directement et largement aux revenus pour la protection des zones protégées et des autres attractions grâce aux droits d'entrée, aux permis, concessions, etc., les revenus peuvent être investis dans des programmes de renforcement des capacités à l'attention des communautés locales pour gérer les zones protégées. *(Source: PNUE et OMT 2005 et SCDB s.d.)*

>> LINK: Slide 10

Tourisme, développement et réduction de la pauvreté


Flickr.com/Marth de Jong-Lantink

Le tourisme crée des emplois et des perspectives économiques en faveur des populations hôtes et peut réduire ou éliminer la pauvreté. Le tourisme est un contributeur majeur de l'économie de nombreuses îles notamment dans les Caraïbes, la Méditerranée, l'Afrique de l'est et le Pacifique. En 2008, les voyages et le tourisme ont contribué à hauteur de 14,8% du produit national brut des Caraïbes et pour 2,15 millions d'emplois soit 12,9% de l'emploi total. Ces chiffres vont sans doute continuer d'augmenter dans les dix prochaines années (WTTC 2009). Le tourisme peut avoir des impacts favorables notables pour les populations pauvres des petits états insulaires en développement (PEID). En 2004, le total des arrivées de touristes dans les 49 PEID (par mer et par air) a été estimé à plus de 27 millions de personnes, contre environ 11 millions en 1988. Celui se traduit par une augmentation cumulée de 145% sur la période ou de 9% par an. Le nombre de personnes occupant un emploi directement lié au tourisme est passé de 488.000 en 1988 à quasiment 900.000 en 2004. Etant donnée la petite taille du marché du travail dans la plupart des PEID, une telle augmentation du nombre des emplois peut conduire à une réduction notable du chômage dans ces pays (Craigwell 2007).

Comment le tourisme bénéficie-t-il aux populations pauvres ?

Comparé aux autres secteurs, le tourisme utilise une forte intensité de main d'œuvre, les ratios d'emploi des femmes et des jeunes sont élevés, et il n'est pas nécessairement accompagné d'importations intenses. Le secteur présente peu de barrières d'entrée et englobe une grande variété d'entreprises ce qui permet de créer des liens avec l'économie locale. Le secteur privé et les gouvernements peuvent prendre des mesures pour renforcer les bénéfices du tourisme en faveur des populations pauvres. Les entreprises peuvent développer des liens économiques plus forts en adaptant leur chaîne d'approvisionnement ou en stimulant les fournisseurs de services touristiques et de produits culturels locaux. Il existe une variété de modèles de partenariats pour les populations locales pour s'engager avec les entreprises touristiques, qui impliquent souvent d'utiliser leurs terres et leurs droits sur les ressources. Les gouvernements peuvent stimuler les possibilités de participation des populations pauvres en investissant pour améliorer l'hospitalité, en renforçant le mandat communautaire ou local sur les ressources, en soutenant les petites entreprises, en améliorant les infrastructures de transport des touristes et de services des zones pauvres. Les gouvernements peuvent également créer des incitations favorables aux entreprises qui investissent et opèrent en faveur des populations pauvres, en adaptant leurs licences, concessions et politiques marketing (ODI 2005).

Consciente du potentiel du tourisme pour réduire la pauvreté et agissant selon les préoccupations des Etats membres, l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) a lancé le programme ST-EP (le tourisme durable, instrument d'élimination de la pauvreté), en 2003 avec le soutien du gouvernement de la République de Corée. L'agence de coopération néerlandaise SNV, le gouvernement italien, et d'autres, apportent leur soutien financier au programme. Actuellement, ST-EP met en œuvre 75 projets et 100 nouveaux projets sont en développement (voir ST-EP s.d.).


SCBD / Eric Belvaux

Vendeur de paniers en raphia, Madagascar

L'approche ST-EP consiste à formuler des politiques pour la planification et le fonctionnement d'installations et de destinations touristiques qui:

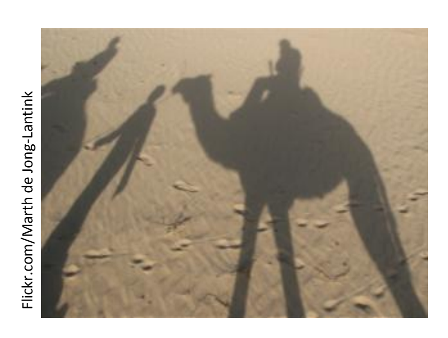
1. Embauchent des personnes pauvres dans les entreprises touristiques,
2. Soutiennent des entreprises locales qui fournissent des biens et des services aux entreprises touristiques et qui ont des politiques spécifiques pour employer des personnes pauvres,
3. Facilitent les ventes directes de biens et de services aux visiteurs par les populations pauvres (économie informelle),
4. Soutiennent la création et la gestion de petites ou moyennes entreprises locales ou communautaires touristiques par des populations pauvres liées à des chaînes de distribution et de produits plus larges,
5. Mettent en place des taxes sur les revenus ou profits touristiques dont le produit bénéficie à des projets sociaux pour assister les populations pauvres,
6. Encouragent et font la promotion de la donation volontaire / du soutien par les entreprises touristiques et par les touristes, et
7. Assurent que l'investissement dans les infrastructures stimulées par le tourisme profite également aux populations pauvres de la localité directement ou par le soutien d'autres secteurs.

>> RESSOURCES COMPLÉMENTAIRES

- Le tourisme et la réduction de la pauvreté: recommandations pour l'action (OMT 2004).
- *Poor Tourism Partnership: A collaborative research initiative between the International Centre for Responsible Tourism, the International Institute for Environment and Development, and the Overseas Development Institute* (voir PPT s. d.).

>> LINK: Slide 11

Exemples de tendances actuelles relatives au tourisme mondial, à la nature et au développement



Flickr.com/Marth de Jong-Lantink

- Les gouvernements prennent de plus en plus conscience de l'importance sociale, économique et environnementale du secteur touristique et de ses impacts sur les destinations concernées. Le tourisme n'a cessé de croître et a montré une certaine résistance face aux crises récentes (comme le terrorisme, la propagation des maladies contagieuses, et les conflits régionaux). Cependant, bien que l'essentiel du flux touristique aille de pays développés vers pays développés, l'industrie est aujourd'hui plus multi polaire qu'elle ne l'a jamais été, comme le montre la croissance du pourcentage des revenus touristiques des pays développés vers les pays en développement. La croissance (taux et volume) des arrivées internationales vers l'Asie a de très loin surpassé toutes les autres destinations depuis les 10 dernières années.

- Globalement, les responsabilités des gouvernements dans le développement touristique ont tendance à se décentraliser et de plus de plus de mandats échouent aux niveaux administratifs locaux. Le tourisme est également un secteur transversal qui nécessite la mise en place d'accords entre parties prenantes pour fonctionner (voir le graphique 2 et le tableau 3). Les destinations durables et qui sont couronnées de succès ont besoin d'organisations de gestion des destinations dont les structures de gouvernance équilibrent les intérêts entre les groupes locaux majeurs. Bien qu'il s'agisse a priori d'un développement positif (permettant des gestions mieux adaptées et des réponses plus rapides), cela soulève la question du renforcement des capacités des gouvernements provinciaux et municipaux pour engager tous les secteurs sociaux concernés, modérer les négociations pour le bien commun et gérer le tourisme de manière durable.

- Le tourisme ne peut pas fonctionner indépendamment, il doit être connecté au tissu économique d'une destination et répondre aux besoins des communautés locales. Le tourisme durable demande des infrastructures qui impliquent un investissement collectif et des chaînes d'approvisionnement complexes. Une forte dépendance aux revenus touristiques peut mettre le développement en péril. Et les importations de produits, pour répondre à la demande des touristes, causent des pertes de revenus importantes à certaines destinations. De nombreuses destinations ont mis en place les procédés de l'agenda 21 local pour assurer que le tourisme est intégré aux plans de développement durable et l'approche par écosystème de la Convention sur

la diversité biologique a été mise en place dans de nombreuses destinations touristiques pour assurer que les besoins de tous les acteurs sont pris en compte. Le tourisme ne peut pas supporter à lui seul les investissements nécessaires pour gérer la continuité des services des écosystèmes comme l'eau, l'énergie, l'alimentation et les loisirs.

Tableau 3: ***Domaines d'influence du gouvernement sur la durabilité du tourisme***

Tourisme	Développement global, coordination et mise en œuvre de la politique touristique. Soutien au développement touristique, gestion et marketing.
Bureau du Premier ministre	Position du tourisme dans l'équilibre des politiques et priorités.
Finances	Niveau des ressources budgétaires allouées au tourisme. Politique fiscale. Règles de taux de change.
Commerce	Termes de l'échange. Promotion de l'exportation et de l'investissement.
Développement économique	Politique de développement durable. Soutien aux entreprises, en particulier les PME.
Environnement et ressources naturelles	Réglementation et contrôle de l'impact environnemental. Conservation de la diversité biologique. Gestion des zones protégées. Gestion des ressources pour l'écotourisme.
Transport	Accessibilité, signalisation et information, gestion du trafic et des infrastructures.
Culture	Gestion de l'héritage historique et culturel, promotion de l'artisanat.
Agriculture	Développement rural et questions de la chaîne d'approvisionnement.
Education	Tourisme, hospitalité, formation en langues et technologie de l'information.
Santé	Questions de sécurité et de protection pour les visiteurs et les employés.
Sports et loisirs	Promotion des attractions, activités, événements, etc. Eléments du marché national.
Affaires intérieures	Criminalité et sécurité. Protection des enfants.
Affaires étrangères	Relations entre pays d'origine et destinations. Conditions d'attribution de visas.

UNEP and UNWTO 2005



Exemples de tendances actuelles relatives au tourisme mondial, à la nature et au développement

- Au cours des dernières années, les solutions technologiques à la plupart des enjeux environnementaux du tourisme ont été appliquées et testées. Il n'est donc plus nécessaire de développer de nouvelles technologies pour le tourisme durable mais plutôt d'adapter les solutions existantes et testées pour chaque cas. L'énergie durable, la gestion de l'eau et des déchets dans l'industrie du tourisme ont été sujettes à plusieurs publications de la division technologie, industrie et économie du PNUE (voir PNUE s. d.). Le *Center for Environmental Leadership in Business* de *Conservation International* a publié plusieurs documents de référence sur les loisirs marins, les croisières et l'implantation, la conception et la construction de complexes de vacances (voir CI s. d.). Dans le même temps, IUCN a publié un manuel sur les hôtels respectueux de la diversité biologique (IUCN 2008) et le partenariat *International Business Leadership Forum's Tourism Partnership* a publié un manuel sur la gestion environnementale pour les hôtels (voir ITP s. d.). Différentes techniques de planification et de minimisation des impacts sont décrites dans le manuel d'utilisateur des lignes directrices de la Convention sur la diversité biologique (Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, 2007, page 25).

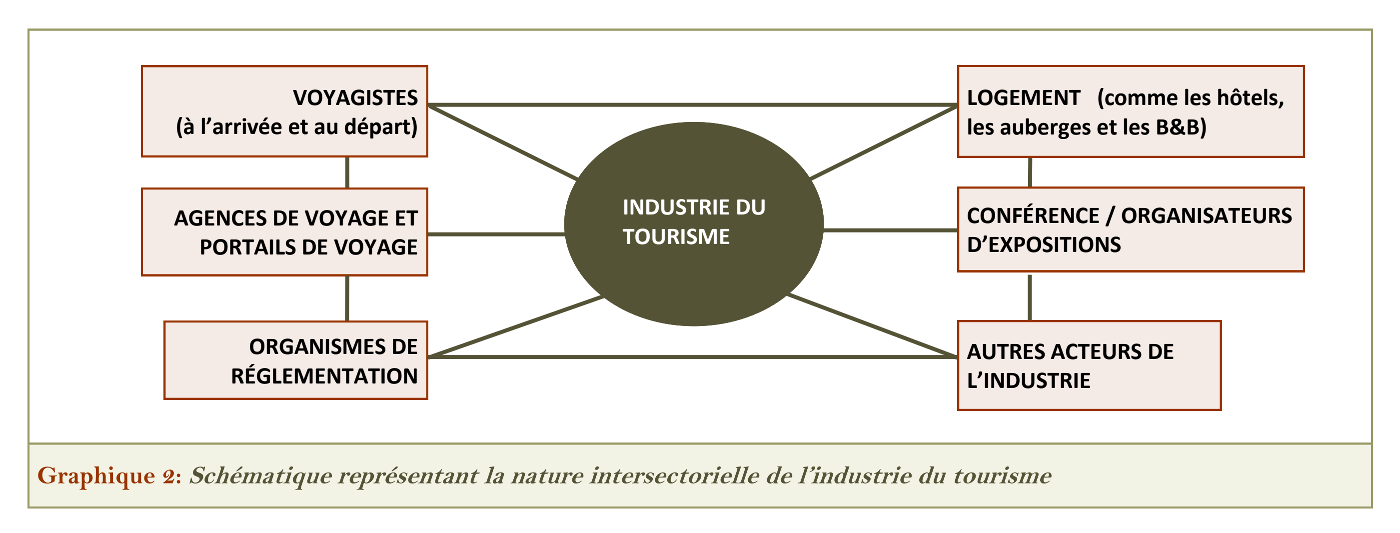
- Le tourisme a traditionnellement représenté une source de financement des zones protégées et cette contribution est en augmentation (voir Eagles et Hillel 2008). Reconnaissant les objectifs ambitieux de la Convention sur la diversité biologique pour les zones protégées (entre 10 et 12% de l'ensemble des écosystèmes légalement protégés d'ici à 2010 et 2015 respectivement pour les écosystèmes terrestres et marins, voir le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, 2006), et les écarts de financement entre ressources disponibles et ressources nécessaires, de nombreuses Parties de la Convention ont proposé d'augmenté le flux des ressources du tourisme vers les zones protégées par l'attribution de concessions, l'amélioration des attractions et des équipements, le marketing, et le renforcement des capacités des organismes responsables des parcs. Les revenus des visites et les partenariats touristiques sont particulièrement visés comme sources de financement des destinations en développement.

- Du côté des touristes, il y a une prise de conscience croissante du besoin de durabilité. Les touristes font des choix plus éthiques et deviennent plus intéressés à répondre aux questions de développements négatifs comme la prostitution des enfants, la difficulté d'accès aux bénéfices du tourisme par les communautés autochtones et locales, les pertes économiques, et la dégradation environnementale des destinations. Les touristes considèrent en général qu'un environnement propre et l'absence de confit social sont des conditions essentielles de voyage. Les touristes sont prêts à ne payer que pour les progrès qui conduisent à une amélioration directe de leur expérience (à l'opposé d'un soutien aux activités de conservation environnementales générales ou aux projets sociaux). Si des structures de redevances sont appliquées, les touristes et les voyagistes auront tendance à réclamer une transparence totale et la justification financière des fonds investis.

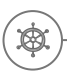
- Dans le cadre du défi global que constitue la perte de la diversité biologique (voir EM 2005), des menaces claires et croissantes mettent en péril les attractions touristiques naturelles, les plages vierges, les récifs coralliens sains, la mégafaune / les espèces charismatiques. Le plaisir de profiter de la beauté naturelle des sites est devenue un produit de luxe.

- Les efforts pour tendre à la durabilité dans le tourisme et la pratique occasionnelle du « blanchiment vert » ont conduit à une prolifération des éco-labels, des termes ronflants et même de schémas de certification souvent pour la plus grande confusion des consommateurs décidés à faire une différence dans leurs choix de voyages. Cependant, les labels et les étiquettes durables ne composent toujours pas plus de 1% du marché global du tourisme, ce qui rend leur faisabilité économique incertaine et conduit à la fusion et à la fermeture de certaines initiatives.

- Le tourisme est un secteur particulièrement important pour les femmes qui composent 46% de la main d'œuvre (elles ne représentent que 34 à 40% de la main d'œuvre en général. Lorsque le tourisme sera une industrie plus mature, ce pourcentage atteindra environ 50%, IUCN s. d.).



Graphique 2: *Schématique représentant la nature intersectorielle de l'industrie du tourisme*



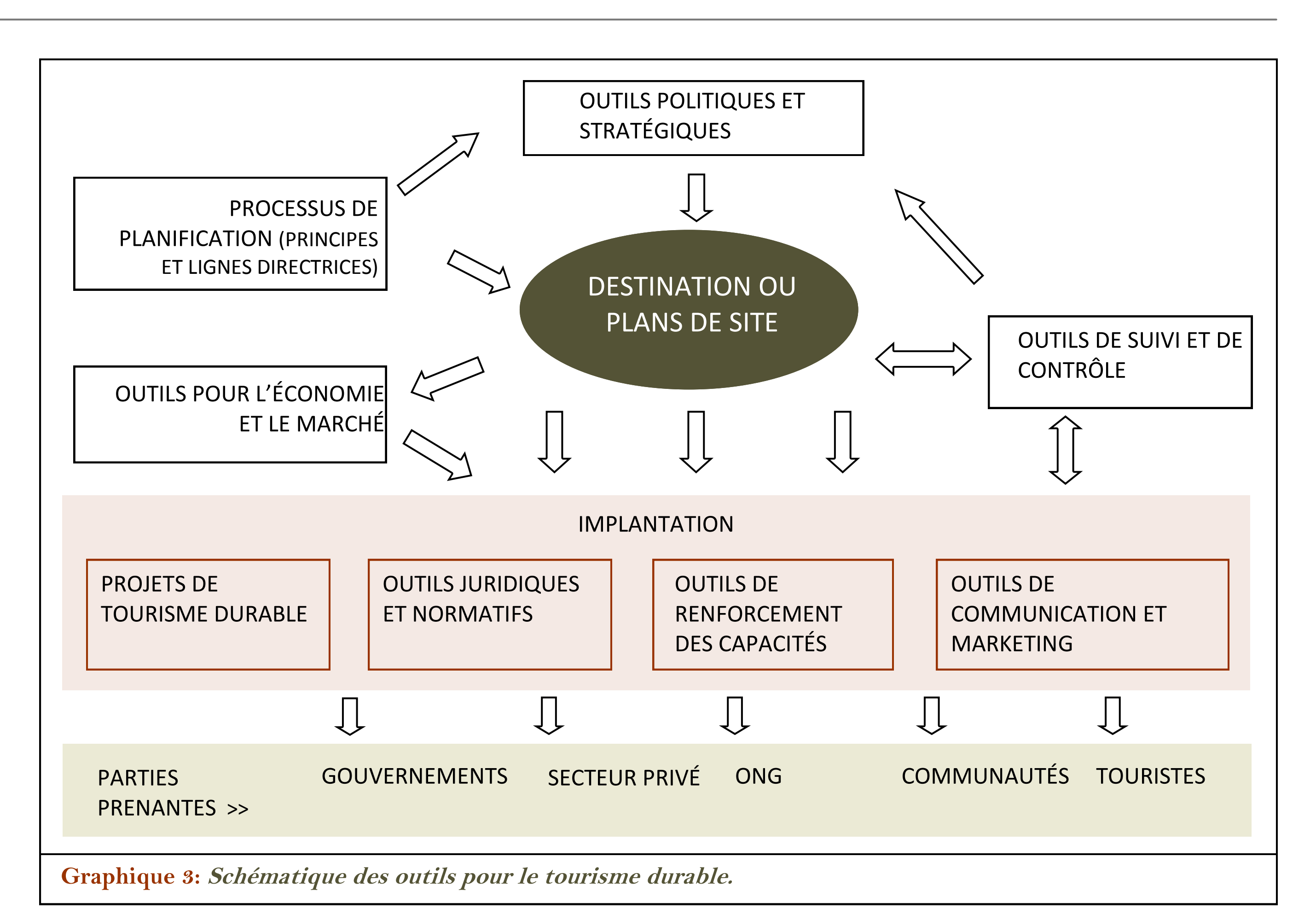
Eléments de bonnes pratiques pour le tourisme

Une destination touristique est un ensemble d'attractions, d'équipements, d'infrastructures, d'installations, d'entreprises, de ressources et de communautés locales dont la combinaison offre aux touristes les produits et les expériences qu'ils recherchent. La bonne gestion du développement durable d'une destination est un processus complexe impliquant le secteur privé comme moteur principal (les développeurs, les financiers, les propriétaires terriens, les entreprises de gestion, les franchisés et les opérateurs), tous les niveaux de gouvernance et un bon nombre d'organismes publics, les groupes d'intérêt des résidents (dont les communautés autochtones et locales), et les ONG locales à internationales.

Le développement qui intègre la conservation de la diversité biologique et la réduction de la pauvreté, et équilibre tous les intérêts concernés, est dirigé au mieux par des acteurs locaux. Les décisions prises loin des réalités locales des destinations sont moins efficaces et peuvent aliéner les organisateurs locaux et conduire à des « éléphants blancs » au développement incontrôlé et qui ne répondent pas aux attentes. D'un autre côté, les plans d'action locaux sans coordination appropriée avec les lignes directrices nationales et provinciales, ou sans les outils politiques pour les rendre possibles, ni un environnement normatif qui peut conduire au bon développement, pourront également conduire à une dégradation de l'environnement et à une distribution inadéquate des bénéfices.

Cependant, du point de vue des décideurs, le cœur du développement durable se situe sans conteste au niveau du site ou du plan de destination. C'est un document complexe qui résulte d'un processus de planification minutieux et qui doit être régulièrement révisé au fur et à mesure que le développement progresse pour assurer une gestion adaptée. Cela ne veut pas dire que les autres outils présentés dans ce guide ne sont pas aussi importants ; les stratégies et les politiques définissent le cours du développement et déterminent un cadre institutionnel ; le processus de planification permet à différentes parties prenantes de s'accorder sur des valeurs et des objectifs communs ; tandis que le suivi et les procédés statistiques fournissent des informations sur la capacité des organismes de gestion à atteindre leurs objectifs. C'est cependant au niveau des destinations que la campagne pour la diversité biologique et pour le développement réussiront ou échoueront. Quand les différentes parties prenantes d'une destination touristique travaillent avec les autorités locales pour faciliter la bonne gestion du développement touristique, et pour répondre aux enjeux sociaux, économiques et aux impacts sur l'environnement, le résultat produit est une organisation de gestion de destination (OGD). Un plan de site ou de destination est le principal instrument utilisé par les OGD pour déterminer ses objectifs et guider le développement.

La relation entre les différents outils disponibles pour permettre aux décideurs de rendre le tourisme plus durable est présentée dans le graphique 3. Les descriptions de chaque outil, études de cas et références sont présentées dans les sections ci-dessous.



Graphique 3: *Schématique des outils pour le tourisme durable.*





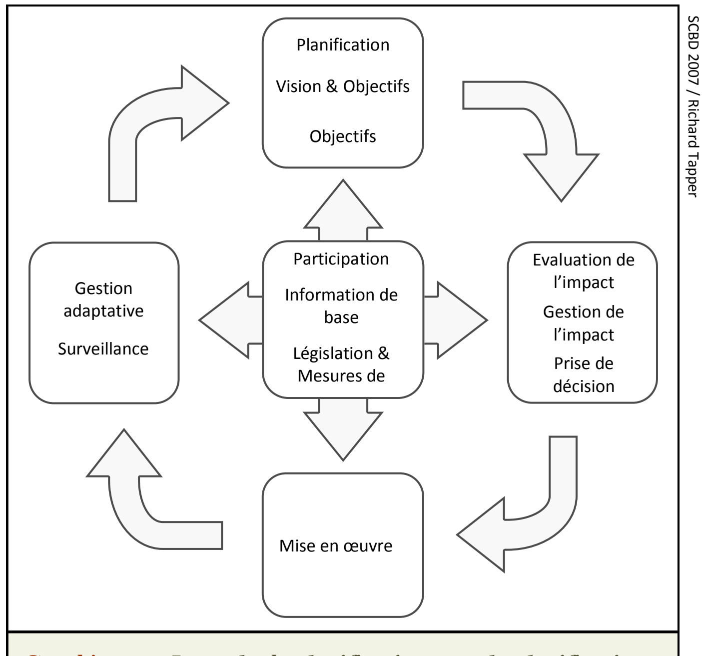
Flickr.com/Marth de Jong-Lantink

Le tourisme durable ne va pas de soin. En fait, plusieurs facteurs jouent contre la durabilité. Les besoins des touristes, par exemple, sont différents de ceux des résidents locaux, et les planificateurs ont tendance à privilégier les attentes des clients. La compétition pour les ressources entre les touristes et les locaux peut entraîner de l'inflation et une surexploitation des ressources. Le niveau et la vitesse de développement du tourisme sont souvent imposés par des planificateurs centraux, et peuvent être non durables. Les vols longs courriers sont un autre facteur qui peut remettre en cause la durabilité du tourisme. Un seul billet aller entre l'Amérique du Nord et l'Europe de l'Ouest produit des émissions de carbone équivalentes à plusieurs décennies de celles d'un citoyen d'un des pays les moins avancés, ne voyageant pas (WLT s. d.). Certains partisans soutiennent que cette information permettrait de faire le procès des voyages longues distances et de conseiller aux voyageurs éclairés de choisir des destinations plus proches de chez eux. D'un autre côté, les voyages vers les pays en développement peuvent apporter les ressources économiques nécessaires pour permettre aux résidents de gérer les ressources de manière durable. Les destinations émergentes soutiennent souvent que l'utilisation durable de la diversité biologique, par le biais du tourisme international, est l'un des moyens les plus efficaces de la préserver, et qu'interdire les vols longs courriers compromettrait au contraire la survie de la diversité biologique cruciale.

Les méthodes de gestion des différents impacts du tourisme sont nombreuses (voir EUHOFA et autres, 2001, page 37, pour une liste des impacts, et le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, 2007, page 25, pour une description des outils de planification et de traitement). Le tourisme durable demande une planification impliquant de multiples parties prenantes, un cadre politique facilitateur, un cadre législatif et normatif, une collaboration entre secteur privé et communautés hôtes, et le renforcement des capacités des individus et des institutions.

Reconnaissant les opportunités offertes par le tourisme dans le contexte de la Convention sur la diversité biologique, les Parties de la Convention ont adopté les lignes directrices sur la diversité biologique et le développement du tourisme en 2004. Les lignes directrices de la Convention présentent le processus de planification du tourisme en 12 étapes logiques et séquentielles (voir graphique 4).
Les listes pour le suivi de la mise en œuvre d'un plan sont présentées dans le manuel d'utilisateur de la Convention (Secrétariat de la Convention sur diversité biologique, 2007, voir page 87). D'autres lignes directrices sont disponibles comme le code mondial d'éthique

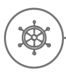
du tourisme de l'OMT (OMT 2001), et le partenariat pour les critères mondiaux de tourisme durable (GSTC s. d.) soutenu par *Rainforest Alliance*, la Fondation des Nations Unies, le PNUE et l'OMT. Le GTSC (s. d.) sert également d'outil de comparaison pour la formation, les écolabels et les schémas de certification. En fonction de leurs objectifs et de leurs moyens, les décideurs peuvent proposer les lignes directrices les plus adaptées à une situation donnée. Ou alors, ils peuvent développer leurs propres lignes directrices par le biais de la planification participative et, par là, améliorer l'adhésion et l'autonomisation des parties prenantes à gérer les impacts.



Graphique 4: ***Le cycle de planification pour la planification intégrée du tourisme et de la diversité biologique***

Les interactions complexes entre les nombreuses parties prenantes et la nature décentralisée sont une barrière constante au développement et à la mise en œuvre des outils politiques pour le tourisme, et elles rendent son administration difficile. En particulier, la coordination des mandats et des attributions des gouvernements des parties prenantes dans les différentes organisations impliquées dans le tourisme demande une attention particulière. Le PNUE et l'OMT (2005, page 55) font la liste des agences concernées qui doivent être réunies pour le tourisme durable.

Le changement de gouvernement et l'alternance qui en découle peut conduire une politique à ne plus être dans les bonnes grâces de la nouvelle administration, indépendamment de son efficacité, ce qui constitue une difficulté supplémentaire. Pour que les politiques soient intégrées aux procédures gouvernementales, l'engagement et le soutien du secteur privé, ainsi que l'engagement du personnel gouvernemental de carrière et technique, des ONG et des différents groupes de politiciens sont nécessaires pour créer des alliances entre parties prenantes et permettre une transition et une adaptation progressive pendant les changements de gouvernement.



>> LINK: Slide 13



Flickr.com/Marth de Jong-Lantink

Safari à l'éléphant, Vietnam

Si les plans de site ou de destination représentent le « quoi ? » du tourisme durable, les stratégies et politiques touristiques sont le « comment ? », elles reflètent les voies et les moyens d'atteindre les objectifs et étapes de la durabilité. Les politiques font souvent référence aux cadres institutionnels qui permettent la bonne marche du développement du tourisme. Les politiques peuvent ne pas être spécifiques à un site et peuvent être généralisées à l'ensemble d'un pays, tandis que les stratégies sont plutôt dominées par l'action et sont souvent liées à une destination ou à une région. Complétant le plan de destination / site, les politiques et les stratégies décrivent un état futur souhaité (vision) et détaillent les étapes pour atteindre cet objectif.

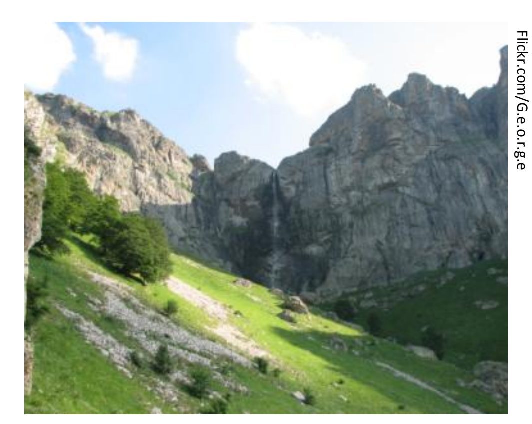
Les gouvernements sont indispensables pour modérer les négociations entre les différents groupes d'intérêt. Cependant, chaque organisation et ministère a souvent tendance à représenter des groupes différents de parties prenantes et une certaine constance est nécessaire à la cohésion entre les différentes politiques et stratégies (tourisme, réduction de la pauvreté et diversité biologique), et entre les différents niveaux de gouvernement.

Sous ce point, les outils à utiliser incluent les politiques de tourisme, les mécanismes de coopération interministériels et inter-agences, les partenariats qui permettent aux organisations responsables des parcs de travailler avec l'industrie et de récupérer une partie des revenus pour la conservation et le développement local, et la formation des professionnels et des communautés.

La continuité est un défi pour les politiques et les stratégies de développement du tourisme durable, en raison des évolutions politiques et des alternances de partis. Les groupes de travail interministériels, les accords multi-partisans et les comités institutionnalisés de parties prenantes peuvent agir comme gestionnaires des stratégies et politiques, permettant une meilleure gestion du tourisme durable durant chaque mandat et en période de transition, mais ces alliances demandent à être constamment revalidées, mobilisées et renégociées.

ÉTUDE DE CAS / Stratégie nationale d'écotourisme et plan d'action (Bulgarie)

Le développement d'une stratégie nationale d'écotourisme et d'un plan d'action (NESAP) a été initié en 2002 par le gouvernement bulgare dans un effort de créer des opportunités de croissance économique pour les communautés situées près des zones protégées, de renforcer le soutien local à la conservation et de contribuer au développement rural durable. Le NESAP a été préparé après deux ans de consultation et de participation des parties prenantes, incluant la participation des associations de tourisme, des ONG pour la conservation et de la fondation pour la réforme du gouvernement local. Douze régions d'écotourisme ont été définies, basées sur la géographie physique, les zones protégées et les sites d'héritages culturels, à partir desquelles des associations régionales ont été établies qui ont préparé 12 programmes d'action d'écotourisme régional. La stratégie nationale d'écotourisme a fourni la base des programmes d'action et des associations régionales qui ont, par la suite, participé de manière significative au plan d'action national d'écotourisme.

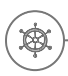


Flickr.com/G.e.o.r.g.e

Parc national, centre des Balkans

Certains des éléments clés du NESAP comprennent: 1. Le soutien au développement institutionnel par le renforcement du groupe de travail sur l'écotourisme national, un groupe de parties prenantes qui surveille la mise en œuvre, la révision et la mise à jour du plan, 2. Le rôle prépondérant du réseau entre entreprises et entre le tourisme et les autres secteurs au niveau local, 3. L'importance du développement des entreprises par la formation, les dispositifs d'assistance, les schémas d'assurance qualité et les marques. De nombreux instruments ont été développés pour soutenir la mise en œuvre du plan, de même que des indicateurs pour mesurer l'impact des produits d'écotourisme. Deux changements législatifs ont contribué à la mise en œuvre du NESAP: 1. La possibilité d'accorder des contrats aux petits voyagistes dans les zones protégées, dont les revenus perçus contribuent à la gestion des zones protégées, 2. Les lois gouvernementales locales ont changé pour que les revenus des taxes touristiques restent dans la municipalité et soient dédiés aux infrastructures liées au tourisme. Le développement du tourisme, de même que la promotion locale et régionale des ressources naturelles et de la conservation du patrimoine, ont progressé à un rythme rapide au cours des cinq dernières années.

(Source: PNUE & OMT 2005, mis à jour)



>> LINK: Slide 15

Outils stratégiques et politiques > *Plans de destination du tourisme durable*



Flickr.com/Marth de Jong-Lantink

Les plans de destination (également appelés schémas directeurs) sont généralement spécifiques à une destination ou à un site et décrivent un état futur et un processus (nécessitant des ressources humaines, le développement d'une installation et d'infrastructures) pour atteindre une vision souhaitée. Etant données que les priorités identifiées dans un plan de destination varient au fil du temps, il doit être considéré comme un document vivant. L'expérience montre qu'après 3 à 5 ans, les plans de destination qui n'évoluent pas perdent de leur acuité et doivent être mis à jour ou suspendus.

Les plans de destination incluent les éléments suivants:

- Un inventaire des attractions, équipements et autres facteurs qui ont une influence sur une destination,
- Un examen des circonstances qui modèlent et influencent le développement futur,
- Une analyse stratégique des goulets d'étranglement, des forces et des faiblesses, des menaces et des opportunités en relation avec la concurrence de la destination,
- Un examen des tendances du marché, des besoins et des attentes des résidents,
- Une évaluation du statut et des besoins futurs en termes de ressources humaines et de main d'œuvre à tous les niveaux,
- Une proposition de conception et des lignes directrices architecturales pour le futur développement souhaité (définissant les priorités en termes de sites et d'attraction des investissements, les conditions de construction et les principes de conception, l'échelle de développement et les centres touristiques, les besoins en infrastructures, les produits et les plans de commercialisation),
- Une évaluation de tous les impacts, existants et potentiels, sociaux, économiques et environnementaux issus du tourisme et les stratégies d'intervention et d'atténuation,
- La prise en compte des mécanismes de remboursement pour la maintenance (ou la restauration) des services des écosystèmes.

Les plans de développement d'utilisation des terres et de zonage économique et environnemental sont en général intégrés aux plans de destination. La préparation d'un plan de destination demande une consultation étendue, une collecte exhaustive d'informations et une compréhension profonde des ressources, des dynamiques politiques et sociales, et de l'influence relative des différents groupes d'intérêt. Certaines des activités de mise en œuvre les plus importantes peuvent faire l'objet de projets séparés afin de faciliter la levée de fonds et la gestion.

ÉTUDE DE CAS / Le schéma directeur comme outil de gestion efficace de la destination (Croatie)

La Croatie est devenue un leader du développement touristique de l'Europe du sud-est avec une activité économique issue du voyage et du tourisme doublant celle de tous les autres pays de la région en 2006. Le voyage et le tourisme représentent la plus importante contribution au PNB et comptent pour une part importante de l'emploi en comparaison des autres pays de la région.



Flickr.com / retro traveler

Lac et parc national de Plitvice, Croatie

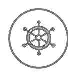
L'émergence de la Croatie dans l'industrie du tourisme a été attribuée à deux facteurs essentiels. Le gouvernement croate a joué un rôle actif en développant un cadre stratégique du tourisme au niveau de l'état. Le second facteur est la production de schémas directeurs de développement du tourisme au niveau local à travers le pays, se concentrant sur la réalisation d'objectifs de moyen terme.

La préparation du schéma directeur de la Croatie a été initiée en 2000 et incluait quatre principes clés:

- L'accent mis sur le niveau local: de nombreuses municipalités le long de la côte adriatique (la plus importante région touristique du pays) ont développé leurs propres schémas directeurs,
- L'implication des parties prenantes: les schémas directeurs locaux ont été développés avec la participation d'un vaste réseau de parties prenantes au cours d'ateliers organisés dans les grandes et les petites villes, et les villages,
- Structure et centre d'intérêt: les plans cadre se sont concentrés sur les moyens d'améliorer la compétitivité (grâce à une vision et un positionnement, des plans de produits, des plans d'action et d'investissement),
- Une orientation pragmatique: les schémas directeurs ont tous adopté une approche orientée sur le pragmatisme et la mise en œuvre (le schéma directeur d'Istrie a réalisé plus de 50% de ses investissements au cours des trois premières années de mise en œuvre).

Le développement de schémas directeurs a été identifié comme un élément clé de la réussite en développant une industrie touristique compétitive en Croatie.

(Source: Cizmar and Lisjak 2007)



>> LINK: Slide 17

Outils stratégiques et politiques > *Projets de tourisme durable*



Flickr.com/macgerry

Une fois que les plans de destination sont complétés, les sous-composants du plan peuvent être présentés comme projets spécifiques afin de faciliter la collecte de fonds, la gestion et l'évaluation. Une structure de bonne gestion sera mise en place pour chaque projet, en tant qu'élément du plan global, prenant en compte les mandats, les capacités des différentes organisations et des acteurs.

Une erreur courante dans le développement de projets consiste à ne pas prendre en compte les motivations des acteurs locaux, et à ne pas définir d'objectifs raisonnables du point de vue des résidents. Souvent, des acteurs extérieurs détiennent la plupart des compétences de collecte de fonds et d'engagement des donateurs, et le projet est développé sans la participation des acteurs locaux (une mission de « validation » est en général mise en place où les locaux ont, dans le meilleur des cas, la possibilité de commenter sur un avant-projet prédéterminé). Ce type de projet est perçu comme une initiative extérieure par les locaux, avec peu de retombées sur le long terme.

Un autre défi des projets de tourisme consiste à sous-estimer la phase de transition qui doit intervenir à partir de la seconde moitié de la vie du projet, quand les objectifs et les activités d'un projet incombent aux agences et institutions locales, aux gouvernements, aux ONG et au secteur privé. Souvent, après avoir investi d'importantes ressources et beaucoup de temps, les activités du projet ne peuvent pas être transférées aux institutions concernées et les bénéfices disparaissent une fois que l'équipe du projet termine son travail. L'approvisionnement local, et le renforcement constant des capacités, pour répondre aux limites des institutions locales doivent être pris en compte dès la phase de développement pour assurer la survie des éléments importants.

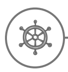
Enfin, de nombreux projets de tourisme durable échouent en raison du manque d'expérience marketing et du manque d'accès au marché. En dernier ressort, le secteur privé est le moteur du tourisme et détient l'expérience et les contacts avec la chaîne d'approvisionnement pour permettre aux produits d'être vendus durablement sur le marché. Les opérateurs, les guides, les agents, les vendeurs et les distributeurs doivent être impliqués dans le développement du produit, le marketing et la vente, selon ce qui convient.

ÉTUDE DE CAS / Village culturel de Gudigwa (Botswana)

L'ONG *Conservation International* (CI) et le *Bugakhwe Conservation Cultural Trust* ont développé le projet de tourisme éco-culturel communautaire de Gudigwa (nord du Botswana) en 1999 avec l'objectif de « permettre à la communauté de Gudigwa de tirer profit des possibilités de développement économique, tout en préservant les objectifs de gestion des ressources naturelles ». Le projet a cherché à établir un camp commercialement viable qui permettrait aux visiteurs de faire l'expérience de la richesse culturelle de la communauté locale San. Il était prévu que les fonds issus des profits de l'activité pourraient être redistribués aux projets de développement. CI était impliquée dans la gestion du camp de 2003 (date d'ouverture) à 2006 quand l'ONG a transmis la gestion des activités à l'opérateur touristique local *BigFoot Safaris*, qui continue de gérer le camp. Le camp était un échec commercial lorsqu'il était géré par CI, malgré quelques impacts sociaux positifs. CI a résumé les leçons du projet comme suit: 1. L'implication très tôt de professionnels du secteur privé est essentielle pour assurer les liens avec la chaîne de valeur et l'intégrité opérationnelle, 2. Les schémas d'incitations indirectes qui visent à intégrer développement et conservation sont un défi majeur et doivent être extrêmement bien planifiés, 3. Au niveau de la communauté, les projets de tourisme mal mis en œuvre peuvent conduire à des bénéfices limités qui ne compensent pas les coûts individuels et qui sont trop indirects pour agir comme incitation pour la conservation. *(Source: CI 2008)*

ÉTUDE DE CAS / Agenda 21 local et rajeunissement d'un site de vacances (Espagne)

La municipalité de Calvià sur la côte sud de l'île des Baléares espagnoles Mallorca, a été un lieu de vacances populaire attirant environ 1,6 millions de touristes par an. Suite à une croissance du tourisme non durable au cours des récentes décennies, la pression humaine élevée sur les ressources locales et la dégradation de l'environnement, le tourisme a chuté de 20% dans la région entre 1988 et 1991. En réponse à ce déclin, un forum local de l'industrie, intégrant des représentants de la communauté et du gouvernement, a initié un plan d'action local pour le futur développement durable intégré de la région de Calvià, le secteur du tourisme jouant un rôle moteur. Le plan d'action de l'agenda 21 local de la région de Calvià , approuvé en 1997, en est le résultat. Malgré le changement de gouvernement en 2000, les éléments du plan, et les outils politiques de régulation de la croissance, étaient toujours en place en 2008. De nombreuses mesures de protection environnementale ont découlé de ce plan dont: la dé-classification de 1700 hectares de terres précédemment allouées au développement urbain, la suppression d'immeubles non durables du site, la création d'un parc marin et de zones protégées terrestres, la cessation du dragage de mer, utilisé jusque là pour régénérer les plages, et la mise en place de plans de réduction et de recyclage des déchets urbains. Les plans pour mettre en place une taxe environnementale aéroportuaire ont dû cependant battre en retraite en raison de la forte résistance des résidents locaux et des opérateurs touristiques. *(Source: PNUE & OMT 2005, mis à jour)*



>> LINK: Slide 19

Outils normatifs et législatifs



Megan Epler Wood

Les outils législatifs et normatifs facilitent la mise en œuvre de plans et de stratégies pour un tourisme durable. Ils incluent notamment:

- Les lois régissant le secteur du tourisme (spécifiant les conditions et exigences des licences de fonctionnement des hôtels, des voyages organisés et des services)
- Les conditions et les normes réglementant les évaluations d'impacts sur l'environnement
- L'utilisation des terres et l'occupation des sols, les lois de construction / les codes qui affectent le développement du tourisme,
- Les évaluations d'impacts environnementaux.

Pour de nombreux résidents, en particulier les communautés autochtones et locales, les cadres législatifs permettent, entre autres, aux hôtes de prendre soin de l'environnement. Les instruments du régime foncier qui reconnaissent les domaines ancestraux peuvent, par exemple, créer les conditions favorables au tourisme durable. Si une communauté ne détient pas les droits sur les terres qu'elle occupe, pourquoi devrait-elle se soucier des impacts négatifs du développement non durable du tourisme ? Pourquoi devrait-elle contribuer en énergie, temps et ressources à propos de questions auxquelles elle ne se sent pas habilitée à répondre ? La terre est également un atout important pour obtenir des crédits, établir des co-entreprises et des partenariats.

L'application est l'un des problèmes récurrents des lois et normes sur la durabilité dans les pays en développement, surtout quand elles fixent des limites à la croissance touristique ou imposent des conditions (comme les normes de construction ou technologiques, les zones de non-développement, la taille des groupes de visiteurs, etc.) sur des opérations qui entraînent des coûts supplémentaires ou la perception de pertes de revenus. L'implication politique équilibrée des parties prenantes (en leur accordant une influence équitable) dans les structures de gestion, le développement conjoint et la mise en place de « seuils de changement acceptable » (voir Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique 2007, page 25), ou des incitations qui peuvent réorienter le secteur vers des formes plus durables sont des moyens de répondre à ce problème. Une profonde compréhension de l'influence politique et des attentes des différents groupes d'intérêt, des campagnes d'information cohérentes sont nécessaires pour établir des systèmes de bonne gestion et des plateformes de négociation capables de faire face aux défis du développement.

ÉTUDE DE CAS / Plan de gestion de l'utilisation des terres et réglementations de l'occupation des sols (Egypte)


Flickr.com/Eric@Flickr

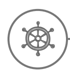
La côte de la mer Rouge égyptienne a connu une croissance touristique sans précédent au début des années 80 en raison de son abondante vie marine comprenant des récifs coralliens. En 2001, l'Autorité de développement du tourisme (TDA) a lancé un plan de gestion des terres et un processus de réglementation de l'occupation des sols de la zone sud de la mer Rouge afin de gérer l'expansion à venir du tourisme dans une zone connue pour sa forte densité en récifs frangeants et en zones protégées. Le plan de gestion de l'utilisation des terres a été développé en reconnaissant que les ressources et les sites de la région ont des capacités d'adaptation aux activités touristiques différentes. L'identification de ressources clés dans la planification de la zone, et une analyse de la sensibilité de ces ressources a été menée afin de définir le niveau et le type d'utilisation touristique appropriés.

L'évaluation de la sensibilité des ressources et le schéma d'occupation des sols ont été développés en tenant compte des étapes suivantes:

1. La collecte de données sur les conditions de chaque ressource et la subdivision de la zone de planification selon les sous-zones naturelles / les habitats,
2. La classification en sous-zones / habitats et la sensibilité à la pression touristique (faible, moyenne, élevée),
3. Le développement de schémas d'occupation des sols pour les sous-zones, en fonction de leur sensibilité environnementale,
4. Le développement de réglementations de conservation, la gestion et le développement pour les zones de gestion de l'occupation des terres.

Cinq zones de gestion, correspondant aux différents grades de sensibilité ont été proposées pour la planification de la région. Le plan de gestion de l'utilisation des terres a également introduit des réglementations générales associées à chaque zone de gestion (stipulation du type et de la densité des logements dans chaque zone). La réglementation de l'occupation des sols a conduit à la modification, et dans certains cas à l'annulation de plans de développement dans certaines zones. Les réglementations, basées sur des critères combinant sensibilité écologique et viabilité économique, ont été approuvées par la TDA, l'Agence égyptienne des affaires environnementales et le Gouvernorat de la mer Rouge. Le plan de gestion des terres et le projet d'occupation des sols sont des composants de l'Initiative de tourisme durable de la mer Rouge, toujours active en 2009, laquelle intègre également le suivi environnemental, l'évaluation de l'impact et la diffusion des informations sur les meilleures pratiques ainsi que des formations et de la sensibilisation.

(Source: PNUE & OMT 2005, mis à jour)



>> LINK: Slide 21

Mesures, informations de base, rapports, audits, suivi et évaluation


Flickr.com/macgerry

Les données cohérentes sur les impacts mondiaux du tourisme sur l'environnement font défaut. Le PNUE et *Conservation International* fournissent quelques estimations pertinentes (PNUE CI 2003). Cependant, des recherches complémentaires et des statistiques globales doivent être compilées, intégrées et publiées. Pour les décideurs, ce travail demande des outils d'évaluation (comme le kit d'évaluation de l'écotourisme durable, Spenceley 2003, et la fiche des scores des destinations de *National Geographic*, NG s. d.) le développement et l'implantation d'indicateurs et de systèmes de mesure pour déterminer les niveaux d'impact acceptables du tourisme, et la création de données nécessaires pour gérer les changements existants et potentiels. Le concept de capacité de charge et de seuil de changement acceptable sont des éléments essentiels de toute stratégie, de même que l'identification et la collecte d'informations de base, données de référence pour les programmes de suivi (voir Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, pages 26 et 30).

La comparaison peut être établie par le biais d'études de cas et de recherches. Une destination est identifiée, qui a répondu aux enjeux auxquels doit faire face un site particulier. En comparant les moyens de résoudre le problème et en tenant compte des circonstances particulières de chaque destination, un plan d'action pour apporter des améliorations peut être implanté.

De nombreuses entreprises et gouvernements ont commencé à communiquer à propos de leur performance environnementale et sur la diversité biologique, et ont demandé des audits de leurs résultats et procédures. *Global Reporting Initiative* fournit des lignes directrices sur la façon de communiquer les données, et contient un chapitre sur le tourisme préparé avec l'initiative des voyagistes et l'OMT (GRI s. d.). Le guide pour les décideurs politiques *Vers un tourisme durable*, PNUE et OMT 2005, voir page 106, fournit des informations et des cas de communication de données et d'audits. Le manuel de l'OMT *Indicators of Sustainable Development for Tourism Development* (OMT 2005) est une publication détaillée qui inclut des méthodes pour développer et mesurer des indicateurs de durabilité développés pour des destinations spécifiques.

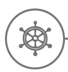
ÉTUDE DE CAS / Indicateurs de gestion environnementale de l'écotourisme (Chine)

La réserve de Tianmushan est une zone de 42,84 km^2 établie en 1986 pour protéger l'écosystème de la forêt primitive du sud-est de la Chine. Elle a été reconnue réserve internationale de biosphère en 1996 dans le cadre du programme sur l'homme et la biosphère de l'UNESCO. La flore et la faune exceptionnelles, ainsi que les attractions culturelles, ont attiré de plus en plus de visiteurs au fil des années, de 29.650 en 1987 à 52.160 en 1998. La zone ouverte aux visiteurs à l'intérieur de la réserve est relativement petite, composée de deux pistes de 6km et 8km chacune. Etant donnés la capacité environnementale limitée de la zone et les taux élevés de visite, la gestion de l'activité touristique est considérée comme un enjeu très important.

Flickr.com/ullrich.c

Un programme de gestion environnementale a été mis en place suivant le modèle pression-réaction. Selon ce modèle, les indicateurs sont classés selon qu'ils sont des indicateurs de pression, d'état ou de réponse. Quarante-cinq indicateurs ont été développés et regroupés selon trois catégories: environnement naturel local, installations artificielles et environnement social et économique. Parmi les quarante-cinq indicateurs, onze étaient des indicateurs d'état qui ont contrôlé l'état des destinations touristiques, facteurs essentiels pour déterminer une quelconque expansion du développement du tourisme dans la réserve. Quatorze indicateurs de pression ont été développés pour contrôler l'impact des activités touristiques sur l'environnement, et l'efficacité des mesures de gestion pour protéger l'environnement touristique. Les dix indicateurs de réponse comprenaient des mesures, des réglementations et des normes utilisées par les gestionnaires pour contrôler et prévenir la dégradation de l'environnement touristique.

Le programme de gestion environnementale incluait la réserve ainsi que les communautés voisines affectées par les activités touristiques. Le programme a intégré l'influence des activités touristiques sur l'écosystème dans son ensemble, en incluant les zones en dehors des limites de la réserve. La destruction de la végétation par les randonneurs et les pénuries d'approvisionnement en eau étaient les deux enjeux majeurs de la restriction du développement touristique. L'utilisation du modèle pression-réponse dans la réserve naturelle de Tianmushan montre que les indicateurs peuvent servir au suivi des pressions causées par le tourisme et de l'efficacité des réponses pour tenter d'atteindre un tourisme durable. *(Source: Li 2004)*



>> LINK: Slide 23

Instruments économiques, financiers et axés sur le marché



Megan Epler Wood

Les instruments économiques, financiers et axés sur le marché comprennent notamment:

- La certification de tourisme durable (voir PNUE et l'OMT, 2005, page 109)
- Les concessions pour les opérations de tourisme dans les zones protégées et sur les terres du domaine public (voir Eagles et autres, 2002, pour une revue complète des options de financement),
- Les récompenses (comme: *ITB To Do*, *WTTC Tourism for Tomorrow*, *Conde Nast Traveler's World Savers award*) et soutien marketing (comme ICT/Costa Rica) aux précurseurs de la durabilité,
- Les incitations au tourisme durable (comme les taxes d'incitation, les dérogations de taxes d'importation et les réductions sur les technologies durables qui ne sont pas localement disponibles),
- La mise en œuvre ou la modification des taxes, charges et frais pour rediriger l'affluence touristique,
- Des infrastructures adaptées de gestion de l'impact des visiteurs,
- Le soutien public à la communication volontaire de données environnementales, de lignes directrices et de codes de conduite.

Systèmes de concessions La capacité institutionnelle d'une organisation responsable d'un parc à s'engager dans la phase de développement d'une politique de concessions dans le secteur du tourisme, détermine sa réussite. Les systèmes de concessions doivent étudier comment faciliter et promouvoir la capacité d'investissement et l'intérêt du secteur privé, et comment répondre aux problèmes qui apparaîtront inévitablement comme le contrôle de qualité, les responsabilités en cas de rupture de contrat, le contrôle des dommages et le remboursement des investissements pour se conformer aux règlements (voir Eagles et Hillel, 2008).

Récompenses Les récompenses du tourisme durable contribuent à établir des critères de comparaison et à reconnaître des chefs de file. De fait, les lois et les normes définissent les standards minimaux acceptables, les schémas de certification et les incitations encouragent les acteurs à progresser pour atteindre les plus hauts niveaux de durabilité tandis que les récompenses soulignent les meilleures pratiques des champions et des précurseurs. Ces critères peuvent évoluer avec l'augmentation du nombre d'acteurs capables de satisfaire à des standards plus exigeants.

Certification Les schémas de certification qui ont le mieux réussi apportent trois types d'avantages aux clients potentiels: une valeur marketing par les consommateurs (reconnaissance de la marque), le traitement préférentiel par d'autres entreprises le long de la chaîne d'approvisionnement (droit de préemption, conditions préalables pour les fournisseurs), et les avantages pour les gestionnaires (le processus qui conduit à la certification forme et motive l'équipe). Quand un gouvernement ou un organisme de gestion d'une destination souhaite adopter des codes de conduite ou des standards volontaires, ils peuvent décider d'adhérer à des lignes directrices, des écolabels ou des critères de certification existants ou bien développer de nouveaux critères à partir de leurs propres conditions et attentes. L'investissement dans les standards existants est intéressant si la marque est reconnue par les consommateurs importants ou les décideurs des entreprises du secteur. Un label existant peut très bien ne pas convenir à certaines conditions locales, de même que le paiement de frais de licences au propriétaire de la marque.

Exemple / Commerce équitable dans le tourisme, Afrique du Sud



Fair Trade in Tourism South Africa (FTTSA) est une organisation à but non-lucratif qui encourage le tourisme responsable et équitable en Afrique du Sud. FTTSA gère un programme de certification volontaire qui récompense, par l'utilisation de la marque de certification FTTSA, les établissements de tourisme d'Afrique du Sud qui adhèrent aux principes suivants:

- **Part équitable:** Les participants à une activité de tourisme devraient recevoir une part équitable de revenu proportionnelle à leur contribution à l'activité,
- **Démocratie**: Les participants à une activité de tourisme devraient avoir le droit et la possibilité de participer aux décisions qui les concernent,
- **Respect:** Les hôtes et les visiteurs devraient respecter les droits de l'homme, la culture et l'environnement,
- **Fiabilité:** Les services proposés aux touristes devraient être fiables et cohérents, la sécurité et la sûreté de base devraient être garanties aux hôtes et aux visiteurs,
- **Transparence:** les entreprises de tourisme devraient établir des mécanismes de responsabilité financière,
- **Durabilité:** les entreprises de tourisme devraient d'efforcer d'être durables, par exemple en faisant un usage responsable des ressources, en réduisant les fuites économiques par l'emploi et l'achat locaux.

En 2008, 34 établissements étaient certifiés par FTTSA dont 6 étaient des entreprises détenues par des communautés. *(Source: FTTSA 2008)*



Instruments économiques, financiers et axés sur le marché (suite)

Promotion de l'investissement Dans de nombreuses destinations en développement, les gouvernements ont défini un interlocuteur unique pour faire une promotion de l'investissement qui attire « le » bon investisseur (un investisseur avec des attentes de retour sur investissement de long terme, une implication locale, intégré à l'économie locale et adoptant une approche durable). L'efficacité de ces programmes à interlocuteur unique dépend de leur capacité à coordonner avec plusieurs agences qui ont un mandat juridique pour réglementer les investissements. Souvent, ils réussissent en offrant simplement des informations constantes au bon moment aux investisseurs potentiels, en les aidant à éviter tout ce qui n'incite pas à investir (la bureaucratie, les mandats qui se recoupent, la mauvaise information et même la corruption) et qui empoisonne certaines destinations en développement.

Frais d'entrée / d'utilisateur et taxes Les frais d'utilisation sont un excellent moyen de profiter à la conservation parce qu'ils permettent de contrôler le taux de visite de certains sites naturels sensibles, ils aident au financement de la conservation de la nature, et peuvent aussi soutenir les projets communautaires. Selon le principe de l'utilisateur-payeur, les frais d'utilisation sont considérés comme un moyen juste de collecter des revenus pour la protection de la diversité biologique (comparés aux taxes notamment). Il y a en général une bonne acceptation des frais d'utilisation s'ils participent aux coûts des sites où ils sont collectés et ne sont pas réintégrés aux budgets nationaux et affectés à d'autres secteurs. Les taxes environnementales peuvent cependant se retourner contre le secteur du tourisme. Pour éviter ce problème, il faut notamment que l'agence de collecte détienne un mandat légal, et qu'il soit accepté de tous, et qu'elle ait la capacité de gérer les ressources de manière transparente pour offrir aux touristes une expérience de meilleure qualité de la destination.

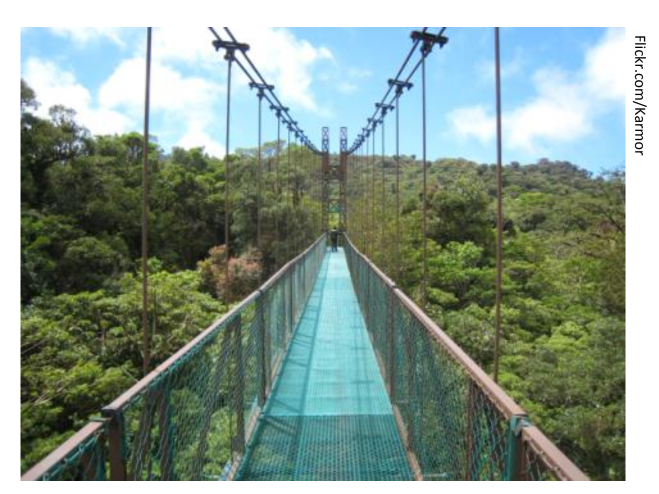
Autres mécanismes Un échantillon d'autres instruments économiques et financiers comprend:

- Le merchandising / Le marketing des produits locaux: Pour soutenir le fonctionnement des activités commerciales par les communautés locales (par exemple la commercialisation de l'eau de source locale, les certificats d'origine des produits d'artisanat) en fournissant des revenus,
- Les schémas de compensation-carbone peuvent aussi contribuer à la protection de la diversité biologique en compensant les émissions de carbone causées par les activités de tourisme par l'investissement dans des projets dits de compensation-carbone (comme le projet de conservation de la forêt de *Conservation International*, voir CI s. d. [b]),
- Les donations individuelles et d'entreprises pour soutenir les activités de conservation.

ÉTUDE DE CAS / Certification (Costa Rica)



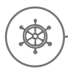
Le programme de certification pour le développement durable du Costa Rica (CST), développé au début des années 90 par le Comité du tourisme du Coste Rica, récompense les entreprises responsables, d'un point de vue environnemental et social, et qui répondent aux attentes des clients en offrant une expérience unique et de grande qualité. La certification est délivrée par une commission indépendante aux entreprises qui peuvent démontrer, par des audits externes, leur conformité avec des critères de durabilité définis et obtenir un score de 20% minimum dans quatre domaines de base: paramètres physiques et biologiques, infrastructures et services, interactions avec les clients, et contexte socio-économique (interaction avec la communauté locale). Les améliorations de pratiques de gestion peuvent conduire les entreprises à atteindre le cinquième niveau de la CST, matérialiser par cinq feuilles (comme le concept des étoiles, de une à cinq). Sur les 84 lieux d'hébergement certifiés par la CST au Costa Rica, quatre ont atteint le cinquième niveau en 2008 (pour obtenir les cinq feuilles, le score dans les quatre domaines de base doit au moins atteindre 95%).



Flickr.com/Karmor

Forêt de nuages Monteverde, Costa Rica

Le programme CST a eu un effet positif sur l'industrie du tourisme au Costa Rica en mettant en place un ensemble de standards de durabilité crédibles et objectifs. Grâce à la promotion de pratiques sociales et environnementales exemplaires, les entreprises certifiées CST ont fait un effort pour améliorer leur performance et leur score au fil du temps. En tant qu'initiative gouvernementale, le programme CST a l'avantage d'être gratuit et de maintenir des standards techniques et éthiques élevés. Le programme bénéficie également d'une reconnaissance officielle et d'une utilisation dans le marketing du pays et fait partie de la stratégie nationale pour le développement du tourisme durable au Costa Rica. *(PNUE et OMT 2005 et CST 2008)*



>> LINK: Slide 25

Renforcement des capacités



Flickr.com/Marth de Jong-Lantink

Par le renforcement des capacités, les gouvernements peuvent orienter les opérations des entreprises touristiques vers la durabilité et la production plus propre. Les professionnels dans les pays en développement précisent que si les gouvernements ne peuvent pas mettre en place des systèmes de renforcement des capacités, les ONG jouent ce rôle. Le renforcement des capacités peut inclure:

- Les réseaux de spécialistes, les outils de formation à distance, les portails d'information et les séminaires sur Internet,
- La mise en place d'organisations de gestion et de commercialisation des destinations qui concentrent leurs efforts sur l'aspect environnemental et social,
- Le développement de programmes standards sur le tourisme durable à intégrer aux lignes directrices officielles pour la formation et les institutions éducatives,
- L'établissement de partenariats public-privé et d'associations d'échanges touristiques,
- Le soutien au développement de codes volontaires – comme les critères mondiaux de tourisme durable (GSTC s. d.),
- Des outils de développement professionnels pour les petites et moyennes entreprises en particulier les incubateurs d'entreprises pour les services et les installations durables essentielles, les lignes de crédit spéciales, le soutien marketing (foire commerciale, sites Web, et récompenses).

Les stratégies de renforcement des capacités sur la durabilité diffèrent pour chaque sous-segment du secteur du tourisme. La plupart des emplois du secteur sont offerts par des micro, des petites ou des moyennes entreprises (PME). Le renforcement des capacités pour le tourisme durable des PME est un défi étant donnée leur nature hétérogène (variabilité des structures) et leur capacité de survie (en général la durée de vie est de deux ans) ce qui demande de répéter les formations en permanence. Concernant les sites de vacances des grandes entreprises, les chaînes de gestion hôtelière et les entreprises d'exploitation, la prise de décision est détenue par les investisseurs et les hauts responsables, le langage de la durabilité doit être intégré avec minutie aux plans de travail. Le renforcement des capacités est plus facile à mettre en place pour ce segment de l'industrie (systèmes de gestion environnementale, politiques de ressources humaines et budgets de formation), dont les procédures sont plus uniformes (les approches sur la durabilité sont plus faciles à mettre à l'échelle), et les bénéfices sont relativement faciles à mesurer (économies d'utilisation des ressources, motivation des employés, création d'emplois).

ÉTUDE DE CAS / Ateliers de formation des formateurs (Brésil)

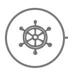


Flickr.com/aldrichsteve

Il est souvent difficile de former un groupe de formateurs qui va insuffler l'élan nécessaire à une destination pour l'engager sur la voie du tourisme durable. En 1992, un groupe de précurseurs brésiliens de l'écotourisme a travaillé avec *Conservation International* pour développer une stratégie pour une série d'ateliers de développement de produits. Un atelier de formation des formateurs de dix jours a été conçu pour renforcer les capacités locales et adapter les procédures concernées et la technologie à la culture et au contexte du Brésil. Avec un groupe d'ONG et l'*Ecoplan:net Institute*, CI a tenu une série d'ateliers en 1994 et formé un groupe principal de 35 professionnels du tourisme issus de huit états brésiliens pour devenir des instructeurs interactifs (appelés facilitateurs) capables de conduire une série d'ateliers régionaux de 5 jours sur l'écotourisme. A partir de ce groupe initial, 600 personnes ont participé à 55 ateliers à travers le Brésil entre 1996 et 2004. Les spécialistes étaient capables de répondre aux nouveaux besoins de formations et de consultation des gouvernements locaux, ONG, entrepreneurs et communautés. Une récente évaluation par l'association d'écotourisme du Brésil a identifié au moins 80 nouveaux produits (tours, écolodges, attractions, etc.) développés selon les méthodes des ateliers. Seize des participants à l'atelier initial de formation des formateurs continuent d'assister les initiatives écotouristiques de CI au Brésil. *(Source: Hillel 2009)*

>> OUTILS SUPPLÉMENTAIRES DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

- Sustainable hotel siting, design and construction guidelines (IBLF et CI 2005),
- Sustainable cruise line operations guidelines (CI 2006);
- Guide for action on biodiversity in hotels (IUCN 2008);
- The Global Partnership for Sustainable Tourism Criteria — Resource Centre (GSTC s. d.).
- Leeds Metropolitan University's International Centre for Responsible Tourism: http://www.icrtourism.org/library.shtml



>> LINK: Slide 27

Promotion, marketing et communication: influencer les visiteurs

La plupart des voyageurs ne sont toujours pas conscients de l'impact potentiel que leur choix de consommateur peut avoir sur la durabilité du tourisme. La communication à propos des questions de durabilité avec les touristes n'est pas aisée. Il semble que les touristes ne souhaitent pas prendre en compte les effets négatifs de leurs vacances. Ils ne veulent pas voir la pauvreté, ne veulent pas avoir à réfléchir au traitement des déchets, ne pas être les témoins de la dégradation culturelle ni faire face aux problèmes des locaux. Bien qu'il y ait du vrai dans cette description, en particulier s'agissant de la théorie de la fuite par les vacances, un large pourcentage de voyageurs veut aujourd'hui apporter une contribution positive. Et la durabilité est vendeuse. Si le message est bien présenté, que le prix est compétitif, les clients auront tendance à préférer les fournisseurs qui profitent aux destinations. Les techniques d'interprétation peuvent être utilisées par les fournisseurs pour communiquer sur les valeurs du patrimoine culturel et naturel, sensibiliser et offrir une compréhension du lieu et une expérience de qualité.

Les gouvernements peuvent également engager la planification stratégique du tourisme vers la durabilité en visant son investissement marketing. Le gouvernement du Costa Rica par exemple utilise les investissements marketing touristiques de préférence pour les entreprises qui ont reçu l'écolabel CST. Cela crée une incitation supplémentaire en faveur de l'engagement et des certifications. L'Union européenne a soutenu la commercialisation d'entreprises de certification (utilisant une série d'écolabels) par le biais du projet VISIT, tandis que la Société financière internationale et le groupe Banque mondiale ont soutenu la mise en place du site *World Hotel*, un portail de voyage qui fait la promotion des entreprises durables.

>> Ressources supplémentaires pour la promotion et le marketing de la durabilité

Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique (2007) *User's Manual on the CBD Guidelines* — voir annexe (pages 116 à 122) et la liste de l'utilisateur technique (pages 73 à 86).

Guide du PNUE *Marketing Sustainable Tourism Products*: Font and Carey (2005)

IUCN publications sur le tourisme: http://www.iucn.org/about/work/programmes/business/bbp_our_work/tourism/

Voluntary Initiatives for Sustainability in Tourism: http://www.visit21.net

UK Federation of Tour Operators (gestion de la chaîne d'approvisionnement, système durable Travelife): http://www.its4travel.com/

Worldhotel-link.com: http://www.whl.travel/about_us

ResponsibleTravel.com, un portail de voyage avec des informations de base: http://www.responsibletravel.com

Planeta.com – un journal mondial sur l'écotourisme pratique: http://www.planeta.com

ETUDE DE CAS / L'initiative des voyagistes pour le développement du tourisme durable (TOI) (Mexique et Thaïlande)


Flickr.com/alfonsator

Etablie en 2000 par un groupe de voyagistes, avec le soutien du PNUE, de l'UNESCO et de l'OMT, hôte du secrétariat, l'initiative des voyagistes pour le développement du tourisme durable (TOI) est une alliance internationale de voyagistes qui s'engagent à faire progresser l'objectif des Nations Unies de développement durable. Les voyagistes occupent une position clé pour influencer la chaîne d'approvisionnement, encourager et catalyser les initiatives et les efforts pour atteindre le développement du tourisme durable dans tous les secteurs de l'industrie du tourisme. Les entreprises membres de la TOI reconnaissent qu'elles sont directement responsables de la protection des destinations et, d'un point de vue commercial, d'offrir aux clients un produit de qualité tout en préservant l'avenir de leur entreprise.

Etant donnée la valeur ajoutée par l'intégration des zones protégées, la TOI a signé un accord de coopération en 2006 avec le Fonds mondial pour la nature (WWF) pour soutenir la conservation de la diversité biologique dans les zones avec un volume touristique important. La Riviera et la Costa Maya (Mexique) ont été les premières destinations sélectionnées, qui présentent une croissance touristique sans précédent qui empiète sur une diversité biologique très riche. Les partenaires du projet ont reconnu la nécessité de soutenir l'adoption de bonnes pratiques environnementales par les hôtels pour améliorer la planification touristique par l'intégration et l'adoption de pratiques de construction, de conception et d'emplacement durables dans les réglementations fédérales. Il s'agissait des premières étapes pour réduire les conséquences négatives du sur-développement touristique. Elles ont contribué au projet de loi nationale sur le tourisme, se concentrant en particulier sur les incitations pour la conservation de la côte, et sur le tourisme responsable dans les zones protégées, et ont recommandé l'intégration d'une norme officielle pour les règles concernant la construction, la conception et l'emplacement dans la péninsule du Yucatan, approuvée en février 2009.

Dans la région écologique maritime Andaman, en Thaïlande (surtout à Phuket, Kao, Lak et Krabi), la TOI et WWF travaillent à l'amélioration du traitement des eaux usées, formant les personnels des hôtels et des centres de vacances et assurant que les zones fragiles et les espèces en danger (comme les tortues) sont protégées. Sur l'île de Koh Khao, dans la province de Phang Nga, district de Ta Kua Pa, les efforts de TOI et de l'Unité de consultation sur la diversité biologique et le développement du tourisme visent à empêcher autant que possible les impacts négatifs du tourisme de masse et aident à diversifier l'offre pour allonger la durée de séjour des touristes.

(Source: TOI n.d. and UNWTO 2009[b])



Suggestions pour les sessions de formation sur le tourisme:

L'information contenue dans ce guide peut contribuer à la planification stratégique, au développement politique et stratégique et à la conception de projet. Le guide peut également servir des objectifs de **formation** et **éducatifs**. Les programmes de formation peuvent suivre la séquence proposée et le contenu, ou n'utiliser que les outils et les exemples requis. Le CD-ROM dans la pochette de la brochure, contient une présentation qui résume le contenu de cette brochure et qui peut participer à la diffusion de l'information. L'information contenue dans cette section a été préparée à partir d'un atelier d'experts de formation sur le tourisme en 2009, à Munich au *Reisepavillon*, lors de l'*International Alternative Travel Fair*.

Certaines propositions ci-dessous peuvent aider à améliorer les résultats des programmes éducatifs ou de formation:

1. Assurer la participation équilibrée des parties prenantes, intégrer les acteurs privés et publics. La participation des parties prenantes impliquées ou affectées par le tourisme est essentielle pour la gestion intégrée du tourisme, de la diversité biologique et de la réduction de la pauvreté.

2. Les stratégies de formation des formateurs permettent souvent de former une masse critique d'experts et de rendre disponible des expériences à grande échelle.

3. Une approche interactive devrait être employée pour expliquer les concepts et les principes du développement du tourisme durable. Les formateurs devraient utiliser, dès que possible, des exemples de situations locales et des études de cas, organiser des voyages d'étude, faire intervenir les experts locaux, et organiser des réunions face à face avec les acteurs du tourisme local et national pour encourager l'échange d'informations.

4. Les valeurs et les normes culturelles des participants devraient être prises en compte dans la planification des programmes de formation. Dans certains groupes, les discussions ouvertes entre les niveaux hiérarchiques sont encouragées tandis que dans d'autres, l'avis des dirigeants est attendu. Les formations réussies doivent tenir compte du passif, de la motivation, des circonstances, des capacités et des attentes des participants, des pairs, des dirigeants et des institutions. L'implication très tôt des représentants du public visé (dès la conception du processus et du contenu du programme de formation) peut faciliter l'opération.

5. Les problèmes surviennent en général après une session de formation (et pas avant). Les formations doivent être complétées par

de la pratique, du soutien individuel, des modèles de démonstration. Les activités de soutien peuvent inclure des systèmes d'informations utilisant les technologies Web 2.0 avant et après la formation, des lettres d'informations, etc.

6. Les spécialistes du tourisme ont rarement de l'expérience en tant que formateurs. Les spécialistes de la formation et de l'éducation devraient donc être impliqués dans le développement des matériels de formations et dans l'organisation des programmes de formations. Des orateurs et des modérateurs formés de même que des spécialistes de la communication devraient également faire partie de l'équipe.

SCBD / Chantal Robichaud

Atelier de la région Pacifique sur les communautés autochtones, le tourisme et la diversité biologique, 2008 (Samoa).

7. La formation n'a pas grande utilité si elle n'est pas intégrée à un ensemble plus large de renforcement des capacités, au développement et à la responsabilisation pour permettre aux participants d'appliquer les compétences acquises. Il y a souvent un décalage entre une situation présente et un état futur à atteindre. Les participants formés n'utilisent pas les techniques et les contenus enseignés non seulement parce qu'ils ne possèdent pas encore les compétences pour les appliquer mais également en raison d'autres contraintes institutionnelles et systémiques.

8. Pour qu'une formation soit efficace, il lui faut identifier un besoin (la formation doit répondre à un besoin réel perçu par les acteurs locaux), les parties prenantes doivent être organisées (et si possible responsabilisées) avant la formation, et une structure de bonne gestion ou un cadre de parties prenantes devra sans doute être mis en place pour organiser la formation, faire le suivi nécessaire et assurer que les participants utilisent les compétences et les connaissances acquises. Au niveau du gouvernement, il est important d'impliquer tous les ministères et les agences concernées, pas seulement le ministère de l'environnement mais aussi celui du tourisme et de l'économie, de l'éducation, des affaires étrangères, de la planification, des affaires régionales, des finances et du budget. Au fil du temps, il sera peut-être nécessaire d'institutionnaliser ces comités de parties prenantes et inter-institutions pour permettre aux initiatives de survivre au-delà des mandats courts et / ou des circonstances. L'appropriation locale du processus de formation et du développement de son contenu, de même que le soutien explicite des plus hauts niveaux de gestion sont essentiels pour que les résultats des programmes de formation puissent durer.



Liste des bonnes pratiques: le tourisme pour la nature et l'environnement

Les questions ci-dessous vont vous permettre d'évaluer jusqu'où les recommandations du guide ont été adoptées pour une destination, une région ou un pays donnés. L'objectif est de s'assurer qu'aucun des outils-clés présenté dans cette publication n'a été négligé dans le développement d'initiatives de tourisme durable. Le Secrétariat a également mis à disposition des listes de vérification complètes pour les lignes directrices de la Convention sur la diversité biologique (voir le Secrétariat de la Convention biologique, page 87) et a développé une étude d'autoévaluation sur le site *Biodiversity and Tourism Network* (voir le site: http://tourism.cbd.int/survey.shtml).

Processus de planification

Votre processus de développement de tourisme durable fait-il usage des lignes directrices de la Convention sur la diversité biologique et le développement du tourisme ainsi que de son manuel d'utilisateur comme références? Utilisez-vous d'autres standards, lignes directrices ou principes comme le code mondiale d'éthique du tourisme de l'OMT (OMT 2001) ou les critères mondiaux du tourisme durable (GSTC s. d.)?

Politiques et stratégies

- Avez-vous des politiques spécifiques ou des plans sur le tourisme, la nature et le développement et la réduction de la pauvreté? Si tel est le cas, vos plans, politiques et stratégies sur la diversité biologique, le tourisme et la réduction de la pauvreté se chevauchent-ils ou bien se renforcent-ils les uns les autres (est-ce que les politiques d'un segment prennent en considération celles des deux autres)?
- Disposez-vous d'un cadre institutionnel au niveau fédéral qui rassemble les ministères et les agences gouvernementales (promotion du tourisme, comités marketing, agences de gestion des parcs, bureaux de promotion de l'investissement, etc.) dans les plans et les stratégies de mise en œuvre/d'administration?
- Disposez-vous de destinations touristiques durables / plans de sites (ou une série de plans) qui prennent en compte la diversité biologique et la réduction de la pauvreté, développés et administrés par des groupes de travail de parties prenantes multiples spécifiques à ce site?
- Disposez-vous d'un portefeuille de projets / de propositions soutenant vos politiques, stratégies et plans de destination de tourisme durable?
- Vos lois et autres codes et normes soutiennent-ils les plans de destination et les politiques de tourisme durable?
- Les partenariats privés / publics soutiennent-ils et encouragent-ils objectivement le tourisme durable dans votre destination, notamment pas le renforcement des capacités et par une attention spéciale accordée aux associations commerciales locales et aux PME?

Mesures / Informations de base

- Un système de suivi et d'évaluation du tourisme durable est-il en place avec un ensemble d'indicateurs pour soutenir les politiques et les plans de destination? Les mécanismes de communication des informations aux parties prenantes concernées et au public en général, sont-ils en place?

Economie / finances / marchés

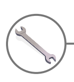
- Utilisez-vous des systèmes de certification ou des éco-labels (par le biais d'autoévaluation ou d'audit par une tierce partie) pour le tourisme durable? Sont-ils compatibles avec les politiques et les plans sur la diversité biologique, la réduction de la pauvreté et le développement?
- Y a-t-il des politiques de concessions et des normes pour les opérateurs du tourisme durable dans les zones protégées et les écosystèmes sensibles clairement définies et contrôlées?
- Y a-t-il des incitations économiques en place pour promouvoir le tourisme favorable aux populations pauvres et à la diversité biologiques comme les exemptions de taxe, les récompenses pour les meilleures pratiques, les stratégies de promotion des investissements, les incubateurs d'entreprises et d'autres instruments?
- Des systèmes de gestion de l'impact des visiteurs (comme les technologies, les procédures de gestion) ont-ils été mis en place pour les zones protégées, les zones naturelles de votre pays, région, destination?

Renforcement des capacités

- Avez-vous des programmes de renforcement des capacités réguliers ou en cours pour les groupes de parties prenantes de votre destination (programmes de formation, réseaux, plateformes sur Internet), sur les liens entre le tourisme, la nature et le développement?
- Le tourisme durable est-il inclus dans les programmes de formation et les curricula se rapportant au tourisme (formels et informels) dans les institutions éducatives, les associations de commerce et les ONG locales? Si tel est le cas, la diversité biologique et la réduction de la pauvreté sont-ils pris en compte dans le contenu et les méthodes d'évaluation?

Communication / sensibilisation

- Le tourisme durable (ainsi que les messages sur la diversité biologique et le développement local) a-t-il été intégré aux matériels de communication, de promotion sur la destination destinés aux visiteurs, aux résidents et aux professionnels du tourisme?
- Y a-t-il des systèmes de soutien (centres d'informations, bases de données, plateformes collaboratives) en place pour encourager, assister le secteur privé à intégrer les questions de durabilité dans leurs activités et matériels de communication?



Références

Cizmar, S. and S. Lisjak. 2007. *Tourism master plans: An effective tourism destination management tool in SEE. South East European Journal of Economics & Business*, 2(1): 48-57.

(CI) *Conservation International*. 2006. *Sustainable cruise line operations guidelines*. Voir le site: www.celb.org/ImageCache/CELB/content/downloads/pdf/from_5fship_5fto_5fshore_5feng_2epdf/v1/from_5fship_5fto_5fshore_5feng.pdf.

CI. 2008. *The Gudigwa Cultural Village: An historical overview of a community eco-cultural tourism initiative in northern Botswana*.

CI. s.d.[a] Publications sur les loisirs marins et sur l'industrie des croisières sur le site: www.celb.org/xp/CELB/publications-resources/, et *Sustainable Hotel Siting, Design and Construction*, sur le site: www.iblf.org/docs/SitingDesign.pdf.

CI. s.d.[b] Voir le site: www.celb.org/xp/CELB/programs/climate/conservation_carbon.xml.

Craigwell, R. 2007. UNU-WIDER Document de recherche N° 2007/19. *Tourism Competitiveness in Small Island Developing States*.

(CST) *Certification for Sustainable Tourism* (Costa Rica). 2008. Voir le site: www.turismo-sostenible.co.cr/EN/home.shtml.

Eagles, Paul F.J., McCool, Stephen F. and Haynes, Christopher D.A. 2002. *Sustainable Tourism in Protected Areas: Guidelines for Planning and Management*. IUCN Gland, Switzerland et Cambridge, UK. xv + 183pp.

Eagles, P. and O. Hillel. 2008. *Improving protected area finance through tourism. In Protected areas in today's world: their values and benefits for the welfare of the planet*. Secrétariat de le Convention sur la diversité biologique, série technique n°. 36: p 77-86. Voir le site: www.cbd.int/doc/publications/cbd-ts-39-en.pdf.

(EM) Evaluation des écosystèmes pour le millénaire. 2005. *Ecosystems and Human Well-Being: Current State and Trends. Volume 1. Island Press, Washington, DC.*

(EUHOFA, IH&RA, et PNUE) *International Association of Hotel Schools, International Hotel and Restaurant Association,* et le Programme des Nations Unies pour l'environnement. 2008. Semer les graines du changement: le kit de formation l'environnement et au tourisme durable pour l'industrie hôtelière. Voir le site: www.unep.fr/scp/publications/details.asp?id=DTI/1043/PA.

Font, X. and B. Carey. 2005. *Marketing Sustainable Tourism Products*. Programme des Nations Unies pour l'environnement et Regione Tuscana. Voir le site: www.unep.fr/shared/publications/pdf/WEBx0010xPA-MarketingTourism.pdf.

(FTTSA) *Fair Trade in Tourism South Africa*. 2008. *Making Tourism More Responsible and More Rewarding*: Rapport annuel 2007-2008. Voir le site: www.fairtourismsa.org.za/pdffiles/FTTAnnualReport2008.pdf.

(GRI) Global Reporting Initiative. s.d. Voir le site: www.globalreporting.org/ReportingFramework/SectorSupplements/TourOperators.

(GSTC) Critères mondiaux du tourisme durable. s.d. Voir le site: www.sustainabletourismcriteria.org.

Hillel, O. 2009. per com. Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique. Chargé de programme (Sustainable Use, Tourism and Island Biodiversity).

(ITP*) International Tourism Partnership*. s.d. Voir le site: www.tourismpartnership.org/Publications/EMH.html

(IUCN) *International Union for Conservation of Nature*. 2008. *Biodiversity: My hotel in action*. Voir le site: http://cmsdata.iucn.org/downloads/iucn_hotel_guide_final.pdf.



IUCN. s.d. *Tourism: Gender makes the difference*. Voir le site: http://generoyambiente.org/biblioteca/documentos.php?leng=ingles&cat=5&subcat=5.

Li, W. 2004. *Environmental management indicators for ecotourism in China's nature reserves: A case study in Tianmushan Nature Reserve. Tourism Management*, 25: 559-564.

(NG) *National Geographic*. s.d. Voir le site: www.nationalgeographic.com/travel/sustainable/info_and_resources.html.

(ODI) *Overseas Development Institute*. 2005. *Can tourism accelerate pro-poor growth in Africa?* Voir le site: http://www.odi.org.uk/resources/odi-opinions.asp.

(OMT) Organisation mondiale du tourisme. 2001. *Global Code of Ethics for Tourism*. Voir le site: www.world-tourism.org/code_ethics/eng/brochure.htm.

OMT. 2004. Tourisme et réduction de la pauvreté: recommandations pour l'action

OMT. 2005. *Guidebook on Indicators of Sustainable Development for Tourism Development*.

OMT. 2008. Faits saillants du tourisme. Voir le site: www.unwto.org/facts/eng/pdf/highlights/UNWTO_Highlights08_fr_LR.pdf.

OMT. 2009[a]. Baromètre OMT du tourisme mondial. 7 (1).

OMT. 2009[b]. Non publié. *Tour Operators' Initiative for Sustainable Tourism Development (TOI)* – Mexique et Thaïlande.

(OMT, PNUE et OMM) Organisation mondiale du tourisme, Programme des Nations Unies pour l'environnement et l'Organisation mondiale de la météorologie. 2007. *Climate Change and Tourism: Responding to Global Challenges*.

(PNUE) Programme des Nations Unies pour l'environnement. 2005. Tourisme en expansion: menace croissante ou occasion de mieux protéger l'environnement. Voir le site: www.grid.unep.ch/product/publication/download/ew_tourism.fr.pdf.

PNUE. s.d. Voir le site: www.unep.fr/scp/tourism/publications/.

(PNUE et CI) Programme des Nations Unies pour l'environnement et *Conservation International*. 2003. *Tourism and Biodiversity. Mapping Tourism's Global Footprint*. Voir le site: www.unep.org/PDF/Tourism_and_biodiversity_report.pdf.

(PNUE et OMT) Programme des Nations Unies pour l'environnement et l'Organisation mondiale du tourisme. 2005. Vers un tourisme durable: guide à l'attention des décideurs. Voir le site: www.unep.fr/scp/publications/details.asp?id=DTI/0819/PA.

(PNUE-WCMC) Programme des Nations Unies pour l'environnement *World Conservation Monitoring Centre*. 2006. *In the front line: shoreline protection and other ecosystem services from mangroves and coral reefs*. PNUE-WCMC, Cambridge, UK 33 pp. Voir le site: www.unep-wcmc.org/resources/PDFs/In_the_front_line.pdf.

(PPT) *Pro-Poor Tourism*. s.d. Voir le site: www.propoortourism.org.uk/index.html

Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique. 2006. Perspectives mondiales de biodiversité 2. Voir le site: www.cbd.int/doc/gbo/gbo2/cbd-gbo2-fr.pdf.

Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique. 2007. *Managing Tourism & Biodiversity: User's Manual on the CBD Guidelines on Biodiversity and Tourism Development*. Voir le site: http://tourism.cbd.int/documents/cbdtourismmanual.pdf.

Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique. 2008. *Cross-sectoral toolkit for the conservation and sustainable management of forest biodiversity*. Voir le site: www.cbd.int/doc/publications/cbd-ts-39-en.pdf.

Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique. s.d. Biodiversité et tourisme: Introduction. Voir le site: www.cbd.int/tourism/.



Spenceley, A. 2003. *Sustainable Nature-based Tourism Assessment Toolkit (SUNTAT)*. Voir le site: http://anna.spenceley.co.uk/Papers.htm.

Steck, B. (SNV) et ODI. 2009. *Tracing the Tourism $,€, £ in Northern Tanzania. Power point presentation. British Overseas Development Institute and Netherlands Development Organisation*.

(ST-EP) Le tourisme durable, instrument d'élimination de la pauvreté. s.d. Voir le site: www.unwto.org/step/pub/fr/pub.php.

(TOI) *Tour Operators' Initiative for Sustainable Tourism Development*. s.d. Voir le site: www.toinitiative.org.

(WLT) *World Land Trust*. s.d. *Carbon Balanced—Flight Calculator*. Voir le site: http://www.carbonbalanced.org/calculator/flights.asp. Note: les émissions de carbone par personne sont présentées sur le site: http://en.wikipedia.org/wiki/List_of_countries_by_carbon_dioxide_emissions_per_capita.

(WRI) *World Resources Institute*. s.d. Voir le site: http://cait.wri.org/figures.php?page=ntn/2-3.

(WTTC) *World Travel and Tourism Council*. 2009. *Travel and Tourism Economic Impact: Caribbean*. Voir le site: www.wttc.org/bin/pdf/original_pdf_file/caribbean.pdf.

WTTC. s.d. Voir le site: www.wttc.org/eng/Tourism_Research/Tourism_Satellite_Accounting.

Contenu du CD-ROM

Présentation PowerPoint:
Cette présentation résume le contenu de cette brochure et a été incluse comme outil pour les planificateurs du tourisme à partager pendant les sessions de formation, les ateliers, les réunions de planification stratégique, etc. le diaporama peut être adapté pour une audience précise en suivant les étapes suivantes 1) dans le menu du diaporama, cliquer sur personnaliser le diaporama, 2) cliquer sur nouveau, 3) Ajouter les diapositives souhaitées.

Documents clés:
1. Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique. 2004. **Lignes directrices sur la diversité biologique et le développement du tourisme**. *Voir le site: www.cbd.int/doc/publications/tou-gdl-fr.pdf*

2. Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique. 2007. **Managing Tourism & Biodiversity: User's Manual on the CBD Guidelines on Biodiversity and Tourism Developmen**t. *Voir le site:* http://tourism.cbd.int/documents/cbdtourismmanual.pdf.
Ces lignes directrices fournissent un cadre pour expliquer ce qu'un requérant d'un nouvel investissement ou d'une nouvelle activité de tourisme doit effectuer pour recevoir l'approbation, comment les autorités doivent gérer le processus d'approbation et comment soutenir la transition vers le tourisme durable par l'éducation et le renforcement des capacités.

3. Programme des Nations Unies pour l'environnement et Organisation mondiale du tourisme. 2006 (version française). **Rendre le tourisme durable: un guide à l'usage des décideurs**. *Voir le site: www.unep.fr/scp/publications/details.asp?id=DTI/0819/PA*.
Le guide propose un ensemble exhaustif d'instruments à l'attention des gouvernements de la planifications des réglementations aux instruments économiques, à l'utilisation de certification et d'indicateurs. Il présente 12 buts pour le tourisme durable et leur implication politique. Il décrit les structures et stratégies collaboratives nécessaires aux niveaux local et national.

Pour plus d'informations, veuillez contacter:

Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique

413, rue Saint Jacques, Suite 800
Montréal, QC
Canada H2Y 1N9
Tél: +1 514 288 2220 Fax: +1 514 288 6588
Email: secretariat@cbd.int
Site Web: www.cbd.int









Avec le soutien technique du PNUE et de l'OMT.
Avec le soutien financier du Ministère français des affaires étrangères et européennes.